
**La dynamique des partenariats "sud-sud" : un outil au service d'une conquête hégémonique ?
Analyse du partenariat stratégique global sino-brésilien**

Auteur : Delvaux, Julie

Promoteur(s) : Santander, Sébastien

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

Année académique : 2015-2016

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/1638>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



**La dynamique des partenariats « sud-sud » :
un outil au service d'une conquête hégémonique ?**

Analyse du partenariat stratégique global sino-brésilien

JULIE DELVAUX

Monsieur Sebastian SANTANDER, promoteur

Madame Sophie WINTGENS, lectrice

Monsieur Stijn Deklerck, lecteur

**Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Master en sciences
politiques, orientation générale à finalité spécialisée en relations internationales**

Année académique 2015-2016

Table des matières

Remerciements.....	1
Introduction.....	2
SECTION 1 : le cadre méthodologique et théorique.....	4
1.1. L'économie politique internationale.....	5
1.2. L'hégémonie, un concept pour étudier l'état du monde actuel.....	9
1.3. L'hégémonie à vocation internationale de la classe capitaliste transnationale.....	12
SECTION 2 : deux géants aux intérêts divergents.....	15
2.1. La Chine et le Brésil bouleversent le processus de la globalisation.....	15
2.2. Les vainqueurs de la globalisation s'associent au sein de partenariats bilatéraux.....	16
2.2.1. Les déterminants internes	18
2.3. Le « partenariat stratégique » : un modèle de coopération entre les nouvelles puissances	20
2.3.1. Quelques mots sur le partenariat stratégique sino-brésilien.....	22
2.4. Conclusion intermédiaire.....	23
SECTION 3 : Des biens manufacturés contre des matières premières.....	25
3.1. Une relation commerciale asymétrique.....	25
3.1.1. Au niveau des investissements chinois au Brésil.....	25
3.1.2. Au niveau des exportations et des importations.....	27
3.1.3. La reconnaissance du statut d'économie de marché.....	29
3.2. L'absence de cercle vertueux.....	31
3.3. Un « effet Chine » sur le Brésil à prendre au sérieux ?	31
3.4. Conclusion intermédiaire.....	33
SECTION 4 : le partenariat stratégique sino-brésilien : <i>cui bono</i> ?.....	35
4.1. Le discours chinois au sein du partenariat : une distorsion de la réalité vécue par le Brésil.....	35
4.1.1 Une coopération win-win.....	36
4.1.2. Une relation sud-sud.....	37
4.2. Sommes-nous face à la mise en place d'un nouvel ordre mondial ?.....	38
4.3. Un éventuel agenda caché : pour quels intérêts ?	41
4.3.1. L'isolement de Taiwan.....	41
4.4. Une élite chinoise « all-under-heaven ».....	43
Conclusion.....	46
Bibliographie	

Remerciements

Je souhaite avant tout remercier les personnes qui m'ont aidées durant la réalisation de mon travail de fin d'étude.

Je tiens tout d'abord à remercier mon promoteur, Monsieur Sebastian Santander, pour ses précieux conseils et le temps qu'il m'a consacré durant toute cette année.

Mes remerciements vont également à Madame Sophie Wintgens, qui m'a bien orientée lorsque je débutais mes recherches.

Enfin, je remercie également ma famille et mes amis les plus proches pour leur patience et leur soutien durant mes cinq années à l'Université mais aussi durant cette période intense qu'est la rédaction du travail de fin d'étude.

Introduction

Qualifier l'organisation de l'ordre mondial a toujours été une source de débats entre spécialistes. Puisqu'il s'agit d'un processus en perpétuelle transformation, la redistribution du pouvoir est continuellement en jeu. Alors qu'après la guerre froide, une période unipolaire se dessinait au sein des relations internationales, aujourd'hui, plusieurs pôles se disputent la gouvernance d'un ordre dorénavant globalisé. Les États-Unis ont été élus grands gagnants de la mondialisation. Cependant, d'autres puissances ont également bénéficié de cette spirale infernale, et semblent transformer l'ordre mis en place. Dans un contexte international où la grande puissance semble ne plus détenir un pouvoir aveuglant, il apparaît intéressant de questionner l'avenir du bloc hégémonique mondial actuel.

A l'heure où le capitalisme néolibéral, porté par les préceptes du Consensus de Washington, est d'une façon ou d'une autre présent sur tous les continents, rares sont les pays qui peuvent se permettre d'être totalement isolés du reste du monde. Dans le processus de la mondialisation économique néolibérale, les économies de chaque pays sont liées et une crise dans l'un d'eux peut entraîner à tout moment une crise dans un autre. Afin d'acquérir plus de marge de manœuvre par rapport à cet ordre néolibéral mené par l'Occident, de nouvelles puissances tentent de former un contrepoids géopolitique et ont comme ambition de réorganiser le bloc hégémonique mondial. Elles veulent changer les rapports de force instaurés en mettant en avant des relations d'une nature nouvelle et originale.

Parmi ces nouvelles puissances, la Chine est celle qui fait le plus parler d'elle. La Chine aspire à être un acteur mondial, et tente pour cela de conquérir de nouveaux marchés et de décrocher une certaine influence politique. « *Richesse et puissance* » sont d'ailleurs deux de ses plus importantes aspirations, qui furent affirmées lors du troisième plénum du 18^{ième} comité central du Parti Communiste Chinois (PCC) qui se tenait en novembre 2013. Xi Jinping, le Président de la République populaire de Chine (RPC), profita d'ailleurs de cette occasion pour évoquer le « rêve chinois », faisant inévitablement écho au célèbre « rêve américain ». Les dirigeants chinois souhaitent un statut de grande puissance pour la Chine, ce qui a de l'influence sur plusieurs régions du globe et entraîne une perturbation des équilibres économiques et politiques. Une des régions touchées est l'Amérique latine, où le Brésil est en quelque sorte le chef de file.

La Chine et le Brésil figurent parmi les nouvelles puissances, et analyser leur relation permet d'en dire un peu plus quant à la conjoncture mondiale. L'ambition de ce travail est d'étudier la

relation dans le sens de la présence de la Chine au Brésil. En étudiant le partenariat qualifié de « sud-sud » que ces deux pays ont noué, la volonté est d'apporter une explication sur la stratégie chinoise de conquête de la puissance. Cette problématique conduit à poser la question : *« La dynamique des partenariats « sud-sud » : un outil au service d'une conquête hégémonique ? »*

L'hypothèse initiale soutient que la Chine, qui prétend établir des relations « sud-sud » dans le but de réaliser le développement économique et politique des pays en développement, crée en réalité des relations de type « nord-sud », au sein desquelles un rapport de puissance s'installe. De plus, cela conduit à penser que la Chine a une volonté hégémonique qu'elle n'assume pas encore sur la scène internationale. La Chine se situe actuellement dans une construction de sa puissance interne mais aussi externe. Elle perturbe l'équilibre mondial actuel et ambitionne de concurrencer les États-Unis et l'Occident tout entier. Elle est présente sur tous les continents afin d'y amener, d'un point de vue politique mais aussi économique, ses manières de faire et de penser.

Afin de tester cette hypothèse, ce travail s'articule en quatre sections. La première section est dédiée au cadre méthodologique et théorique, qui sert de ligne directrice à ce travail. La deuxième section apporte une explication quant aux déterminants internes et externes ayant provoqué la création du partenariat stratégique sino-brésilien. La relation bilatérale sino-brésilienne au sein du partenariat stratégique est expliquée. Ensuite, la troisième section se consacre à la dimension économique de la relation bilatérale, et analyse la nature du commerce sino-brésilien. Enfin, la quatrième et dernière section s'intéresse à la dimension politique du partenariat stratégique, où les discours et le rôle des élites seront analysés. La conclusion finale apporte la réponse à la question de départ et propose une généralisation.

Section 1 : le cadre méthodologique et théorique

Cette section se consacre à l'explication de la méthode utilisée et du cadre théorique employé afin de tester l'hypothèse de départ. Concernant la méthodologie, dans un premier temps, la période et les dimensions étudiées sont expliquées. Dans un second temps, le cadrage méthodologique dans lequel ce travail se situe est analysé. Ensuite, concernant la partie théorique, les concepts sont détaillés.

Le Président Lula a mis en place une politique beaucoup plus dynamique¹, ce qui a permis un développement de la relation avec la Chine plus important. Pour cette raison, c'est à partir des impulsions internationales lancées par le Président Lula que la relation bilatérale sera étudiée. A la fois grâce à une politique diplomatique plus active et grâce à l'ouverture et les besoins économiques de la Chine, la relation sino-brésilienne a pris une autre dimension à partir des années 2000.

Dans le domaine de la politique étrangère, cinq dimensions sont privilégiées par Pékin : la diplomatie, le multilatéralisme, le commerce, la culture et la sécurité.² Envers Brasilia, Pékin a surtout privilégié deux de ces dimensions : la diplomatie et le commerce. Le choix de concentrer principalement l'analyse sur ces deux dimensions parut alors légitime, bien que d'autres actions entreprises dans les domaines du multilatéralisme, de la culture et de la sécurité sont également importantes, elles ont volontairement été laissées de côté afin de mieux mettre en lumière les deux dimensions privilégiées.

Au niveau de la dimension commerciale, étant donné que la Chine est principalement intéressée par le pétrole, les minerais et les produits agricoles présents au Brésil, les recherches se sont concentrées sur ces trois grands secteurs, qui seront régulièrement regroupés sous le terme de « ressources naturelles ». Les accords et le commerce que les deux pays réalisent également dans d'autres domaines, par exemple concernant les satellites, ont été volontairement mis de côté. La précision quant aux chiffres avancés et quant aux analyses réalisées étant primordiale, il fallait faire un choix par rapport aux ressources à étudier.

¹ RAMOS Danielly Becard, « Pour une relation équilibrée Brésil-Chine », *Outre-Terre*, vol. 1, n° 42, 2015, pp. 299 et 304.

² *Ibid.*, p. 300.

Afin d'analyser la dimension diplomatique, une série de documents ont été sélectionnés. Pour saisir la relation liant les deux pays, l'analyse des visites diplomatiques et des discours prononcés à cette occasion constitue le cœur de la recherche. Pour se faire, les sites Internet des gouvernements et des ministères des affaires étrangères des deux pays ont été explorés. Une multitude de documents intéressants s'y trouvaient, mais les plus pertinents pour cette recherche ont été sélectionnés, en privilégiant les documents concernant les Présidents et les ministres des Affaires étrangères.

Ces dimensions commerciales et diplomatiques sont liées et l'analyse ne peut totalement les dissocier. Cependant, la section 3 se focalise sur l'aspect commercial de la relation bilatérale alors que la section 4 analyse les aspects politiques.

En posant ces questions, c'est l'approche méthodologique de l'économie politique internationale (EPI) qui est retenue dans le cadre de cette recherche. En effet, les différents programmes de recherche développés au sein de cette discipline fournissent des clés de lecture sur les enjeux internationaux et sur la place des nouvelles grandes puissances au sein de l'ordre mondial.

1.1. L'économie politique internationale

Les différents termes utilisés afin de désigner l'économie politique internationale permettent de rendre compte du cadre dans lequel elle se développe. En se référant aux recherches de Gérard Kébabdjian³, l'EPI se définit par le terme de problématique car elle sonde l'économie internationale en tenant compte des logiques étatiques et des institutions. Par conséquent, l'EPI tient compte des relations de pouvoir, ce que l'économie pure et l'économie internationale ne font pas. Il s'agit d'une approche pluridisciplinaire.⁴

Dans l'esprit de chercheurs tels que Mehdi Abbas⁵ mais aussi Gérard Kébabdjian, l'EPI apporte des clés, concepts et théories pour la compréhension des différentes formes de socialisation des rapports économiques internationaux, et permet de passer outre les procédures de marché et la

³ Gérard Kébabdjian est professeur d'économie à l'université Paris-VIII.

⁴ KEBABDJIAN Gérard, « Introduction : De l'économie internationale à l'économie politique internationale », dans BERTHAUD Pierre et KEBABDJIAN Gérard (dir.), *La question politique en économie internationale*, Paris, La Découverte, 2006, pp. 1-2.

⁵ Mehdi Abbas est titulaire d'un doctorat d'économie de l'Université de Grenoble II depuis 2000 et est maître de conférences en économie depuis 2002.

contrainte politique.⁶ Cela a permis à l'économie politique internationale de devenir une sous-discipline à part entière des relations internationales dans les années 1970.⁷ L'exemple utilisé par Gérard Kébabdjian est éclairant pour comprendre l'apport d'une analyse du pouvoir dans une situation économique :

« En analysant, par exemple, le commerce international à partir de la seule logique générale des marchés et de la seule rationalité économique individuelle, les économistes laissent échapper une partie essentielle de la réalité. Ainsi, la morphologie du commerce international au XIXe et au début du XXe siècles reste incompréhensible si on ne fait pas intervenir les structures et les logiques d'Empires coloniaux. »⁸

Comme le soulignait déjà Robert Gilpin⁹ il y a quelques décennies, le cœur de l'EPI est élaboré par l'analyse des enjeux de pouvoir dans une dimension internationale. Il écrivait : « *I define "global political economy" as the interaction of the market and such powerful actors as states, multinational firms, and international organizations.* »¹⁰ Fréquemment, la définition de Robert Gilpin de l'EPI est utilisée par les chercheurs pour définir cette discipline. C'est donc dans une interaction entre l'État, associé à la puissance, et au marché, associé à la richesse, que l'EPI est définie. Il s'agit de la définition donnée par le courant orthodoxe.

En effet, deux grandes visions de l'économie politique internationale dominent les recherches de nos jours.¹¹ Alors qu'un courant *mainstream*¹² s'est formé par la synthèse entre le néoréalisme (qui considère l'État comme un acteur rationnel, égoïste et guidé par la logique des calculs coûts-bénéfices) et le néolibéralisme (fidèle au concept de puissance)¹³, une vision à contre-courant s'est également développée, le courant hétérodoxe. Même si le choix a été fait de présenter

⁶ ABBAS Mehdi, « L'économie politique internationale entre théories et histoire », *Recherches Internationales*, n° 88, octobre-décembre 2010, p. 3.

⁷ Notamment selon ABBAS Mehdi, « L'économie politique internationale entre théories et histoire », *op. cit.*, p.1 ; KEBABDJIAN Gérard, « Introduction : De l'économie internationale à l'économie politique internationale », *op. cit.*, p. 6 ; GRAZ Jean-Christophe, « Les nouvelles approches de l'économie politique internationale », dans *Annuaire français de relations internationales – volume I*, Paris, Université Panthéon-Assas. Centre Thucydide, 2000, p. 557.

⁸ KEBABDJIAN Gérard, « Introduction : De l'économie internationale à l'économie politique internationale », *op. cit.*, p. 2.

⁹ Robert Gilpin est un chercheur en économie politique internationale, professeur émérite en politique et affaires internationales à la *Woodrow Wilson School of Public and International Affairs* de l'université de Princeton. Il est considéré comme un des chefs de file de l'économie politique internationale.

¹⁰ GILPIN Robert, *Global Political Economy. Understanding the International Economic Order*, Princeton, Princeton University Press, 2001, pp. 17-18.

¹¹ GRAZ Jean-Christophe, « Les nouvelles approches de l'économie politique internationale », *op. cit.*, p. 558.

¹² De manière générale, l'école orthodoxe, dominante aux États-Unis, est fondée sur deux principaux programmes de recherche, développé dans les années 1970 et 1980 : la théorie de la stabilité hégémonique et la théorie des régimes internationaux. Elles ne seront volontairement pas développées dans ce travail.

¹³ GRAZ Jean-Christophe, « Les nouvelles approches de l'économie politique internationale », *op. cit.*, p. 559.

l'économie politique internationale de manière duale, il est important de souligner que, au sein d'une même école, les auteurs peuvent avoir des agendas de recherche et des approches très différents. C'est par exemple le cas entre Susan Strange¹⁴ et Robert Cox¹⁵ au sein de l'école hétérodoxe.¹⁶ C'est dans cette dernière approche que ce travail se situe. Cependant, il est important de justifier en quoi les approches qualifiées d'orthodoxes ne permettent plus, aujourd'hui, d'expliquer les relations internationales.

En effet, ce travail soutient que les approches orthodoxes d'EPI ne permettent pas d'appréhender des questions majeures au cœur de l'état actuel du monde, qui sont notamment posées au sein de cette recherche. Le monde a changé et cela demande des ajustements théoriques, contrairement à ce que pensent les orthodoxes. Trois limites majeures sont formulées.

Tout d'abord, alors que les auteurs d'inspiration orthodoxe ont une approche stato-centrée, leurs raisonnements ne permettent pas d'appréhender le rôle aujourd'hui fondamental d'autres acteurs, qu'ils soient internes à l'État ou globaux.¹⁷ De plus, ils soutiennent que le niveau interne n'affecte pas la politique étrangère d'un État, et que la mondialisation n'affecte pas le système international. Selon les hétérodoxes, cette ontologie « néoréaliste-néolibérale » ne peut pas rendre compte des importantes transformations internes et de leur impact sur le niveau externe. D'ailleurs, pour cette raison, ils furent dans l'incapacité de prédire un changement majeur survenu en 1989 au sein du système international : l'effondrement de l'Union Soviétique.¹⁸ Ainsi, en tenant dorénavant compte du phénomène de la mondialisation, les auteurs hétérodoxes ont situé leur recherche au sein d'une EPI renouvelée, incluant de nouveaux agendas de recherche. Avec l'arrivée du phénomène de la mondialisation, de nouvelles approches d'EPI ont vu le jour, entraînant le déploiement de nouveaux programmes de recherche. Dans la littérature, elle fut alors désignée en tant que *nouvelle* économie politique internationale (NEPI). Désormais, l'EPI porte son attention sur les questions de gouvernance économique globale et de transnationalisme.¹⁹

¹⁴ Susan Strange, décédée en 1998, est considérée comme l'une des fondatrices de l'économie politique internationale. Après avoir intégré la *London School of Economics*, elle avait débuté sa carrière en tant que journaliste, avant d'enseigner les relations internationales dans différentes universités d'Europe.

¹⁵ Robert Cox a travaillé durant vingt cinq ans à l'Organisation internationale du travail et a été professeur de science politique à l'Université York de Toronto.

¹⁶ PAQUIN Stéphane, *La nouvelle économie politique internationale*, Paris, Armand Collin, 2008, p. 40.

¹⁷ PAQUIN Stéphane, *Economie politique internationale*, Paris, Montchrestien Lextenso éditions, 2009, pp.10-11 et 46.

¹⁸ PAQUIN Stéphane, *La nouvelle économie politique internationale*, *op. cit.*, p. 57.

¹⁹ BERTHAUD Pierre, « L'économie politique internationale au défi de l'émergence », *Mondes en développement*, vol. 1, n° 169, 2015, p. 96.

De plus, les approches orthodoxes fixent une prédominance entre l'État ou le marché, entre la sphère économique ou la sphère politique, et entre le niveau national ou le niveau transnational, alors que les approches hétérodoxes refusent d'établir de tel classement, étant donné que chacune de ces dimensions fait partie intégrante du sujet étudié. La nouvelle EPI considère qu'il s'agit d'une erreur de l'ancienne EPI de vouloir fixer de telles prédominances. Les approches hétérodoxes en économie politique internationale voient dans le phénomène de la mondialisation à la fois l'expression de l'État et du marché, du secteur privé et du secteur public, ainsi que des logiques autant internes qu'externes. Le rôle de l'État est toujours central au sein de la dynamique de la mondialisation, mais il n'est pas interprété en opposition au marché.²⁰ D'ailleurs, Susan Strange qui réfléchissait à l'importante question « Qui gouverne ? » reconnaissait « l'étendue et les limites de l'autorité non étatique ».²¹ De plus, Robert Cox part du point de départ que l'EPI doit appréhender le monde « comme une configuration de forces sociales en interactions, dans laquelle les États jouent un rôle intermédiaire, quoique autonome, entre la structure globale des forces sociales et les configurations locales des forces sociales au sein de pays particuliers ».²²

Avec le phénomène de la mondialisation, les recherches menées dans le champ de l'économie politique ont changé au cours de années 1990. Pour ces chercheurs tenant compte de la mondialisation, faire de la recherche dans le champ de l'économie politique internationale les mènent à s'interroger au sein de deux grands agendas de recherches. Le premier concerne l'étude des préférences et des comportements de tous les acteurs en tenant compte d'une pluralité de facteurs, en s'éloignant par conséquent des études stato-centrées. Cet agenda de recherches a permis de nouveaux questionnements sur la puissance, en y intégrant les facteurs intangibles, le rôle des réseaux non-étatiques et infra-étatiques,... Le second agenda de recherches concerne l'étude des systèmes de gouvernance, mais aussi leur absence. Ces recherches explorent la multiplication des accords entre les États, et ce que cela révèle en matière de puissance, de richesse,... puisqu'ils réduisent l'autonomie politique des nations. Dans cet agenda de recherches, les mécanismes de régulation et l'articulation des différents niveaux, du local au global, sont étudiés.²³

Enfin, les approches orthodoxes utilisent des théories qualifiées de « *problems-solving* » par Robert Cox. En effet, Cox oppose deux manières d'appréhender les relations internationales : d'une

²⁰ GRAZ Jean-Christophe, « Les nouvelles approches de l'économie politique internationale », *op. cit.*, p. 565.

²¹ GRAZ Jean-Christophe, « Les hybrides de la mondialisation. Acteurs, objets et espaces de l'économie politique internationale », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 5, 2006, p. 769.

²² COX Robert W., « Social forces, States and World order: beyond international relations theory », *Millennium - Journal of International Studies*, vol. 10, n° 2, 1981, p. 141.

²³ ABBAS Mehdi, « L'économie politique internationale entre théories et histoire », *op. cit.*, p. 13.

part, les théories *problems-solving*, d'autre part, les théories critiques. Alors que ces dernières, soutenues par Cox, permettent de mettre en lumière les problèmes de domination découlant de l'ordre hégémonique et de le transformer, les théories de type *problems-solving* consolident cet ordre hégémonique sans interroger la généalogie des relations de pouvoir qui en découlent.²⁴ Par conséquent, ce type d'approche concernant les relations internationales renforce le statut quo.²⁵ Elles ne permettent donc pas d'appréhender les changements au sein de l'ordre mondial et d'en expliquer les causes réelles. L'approche hétérodoxe est multidisciplinaire et a une tendance normative, ce qui la rend très critique envers les orthodoxes.²⁶ Dans l'esprit de Robert Cox, les théories critiques repartent de l'origine des relations de pouvoir et tente d'en émanciper les individus²⁷, et en cela elles se distinguent des théories traditionnelles. Les chercheurs hétérodoxes présentent leurs approches comme critique et ne considèrent pas comme allant de soi les institutions, les relations sociales et l'ordre mondial. Ils remettent tout cela en question. Dans leur esprit, une élite mondiale et des travailleurs du monde sont en train d'émerger et de diffuser l'idéologie néolibérale de la mondialisation. Il s'agirait d'une première « civilisation de marché ».²⁸

Afin d'étudier en profondeur, et de manière critique, les relations de pouvoir entre deux États, c'est donc naturellement une approche hétérodoxe de l'EPI qui a retenu l'attention, et plus particulièrement le courant néogramscien.

1.2. L'hégémonie, un concept pour étudier l'état du monde actuel

Theory is always for someone and for some purpose.

Robert Cox

Dans le champ de l'EPI, l'approche néogramscienne a pris de l'importance. Une série de recherches se basant sur les concepts d'Antonio Gramsci²⁹ ont vu le jour, en suivant ses idées ou en les contestant. Ces recherches ont permis le développement de cette approche critique parmi les théories des relations internationales, qui propose une alternative au néolibéralisme, au néoréalisme

²⁴ COX Robert W., « Social forces, States and World order: beyond international relations theory », *op. cit.*, pp. 128-129.

²⁵ RADICE Hugo, « Gramsci and neo-gramscianism: to what purpose ? », dans AYERS Alison J. (éd.), *Gramsci, Political Economy, and International Relations Theory*, New York, Palgrave Macmillan US, 2008, p. 54.

²⁶ PAQUIN Stéphane, *La nouvelle économie politique internationale*, *op. cit.*, p. 42.

²⁷ DUFOR Frédéric Guillaume, « Aperçu des contributions des néogramsciens et des théories critiques au tournant réflexif des théories de la sécurité », *Cultures et conflits*, vol. 54, été 2004, p. 8.

²⁸ PAQUIN Stéphane, *La nouvelle économie politique internationale*, *op. cit.*, p. 57.

²⁹ Antonio Gramsci, décédé en 1937, était un écrivain et théoricien politique italien. Cet intellectuel marxiste fonda le Parti communiste italien et fut emprisonné par le régime de Mussolini.

et à l'école du système monde. Le concept d'hégémonie est central dans les analyses néogramsciennes, et servira de fil conducteur tout au long de ce travail.

1.2.1. Le sens gramscien de l'hégémonie

Une des réflexions majeures d'Antonio Gramsci, s'appuyant sur les travaux de Karl Marx³⁰ et des marxistes qui lui ont succédé, est que la configuration des relations sociales de production et la manière dont elles facilitent une force sociale à devenir le socle du pouvoir au sein de l'État et dans un ordre mondial spécifique,³¹ permettent à une classe sociale dominante d'exercer son hégémonie sur la société civile. Le concept de classe est notamment défini par William I. Robinson et Jerry Harris : « *By class, we mean a group of people who share a common relationship to the process of social production and reproduction, constituted relationally on the basis of social power struggles.* »³²

Par conséquent, la conception gramscienne de l'hégémonie permet de s'interroger sur la manière dont une classe sociale particulière formule ses propres intérêts afin que ceux-ci soient perçus par les classes subordonnées comme relevant d'un intérêt général. Dans la perspective gramscienne de l'hégémonie, le pouvoir n'est jamais séparé de ses bases sociales. Cette hégémonie est exercée par la coercition, mais aussi par la faculté de la classe dominante à promouvoir son idéologie.³³ En effet, le consentement des dominés est obtenu grâce aux importantes capacités matérielles dont dispose la classe dominante, mais aussi par leur capacité à diffuser leurs propres valeurs culturelles, morales et politiques de façon à ce qu'elles soient acceptées de manière naturelle par les dominés. Chez Gramsci, les conditions matérielles et les idées sont toujours en relation, elles sont toujours liées ensemble et s'influencent mutuellement.³⁴

Cette classe dominante a besoin d'intellectuels³⁵ qui participent à la production d'un pouvoir de nature intangible. Dans son ouvrage, Jean-Marc Piotte, philosophe, sociologue, politologue et professeur québécois, dédie un chapitre à la notion d'intellectuel chez Gramsci. Ce dernier les définit selon la place et la fonction qu'occupent ces personnes au sein de la structure sociale ou au

³⁰ Karl Heinrich Marx, décédé en 1883, était philosophe, journaliste, économiste et sociologue. Il était socialiste et communiste allemand. Le marxisme désigne l'ensemble des courants de pensée inspirés de ses travaux.

³¹ COX Robert W., *Production, Power and World order*, New York, Columbia University Press, 1987, p. 4.

³² HARRIS Jerry et ROBINSON William I., « Toward a global ruling class? Globalization and the transnational capitalist class », *Science & Society*, vol. 64, n° 1, 2000, p. 21.

³³ COX Robert W., « Gramsci, hegemony, and international relations : an essay in method » dans COX Robert W. et SINCLAIR Timothy (dir.), *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 127.

³⁴ *Ibid.*, pp. 131-133.

³⁵ *Ibid.*, p. 132.

sein d'un processus historique, et non par la nature du travail qu'ils réalisent.³⁶ Selon Gramsci, tous les hommes sont des intellectuels ; mais tous les hommes n'exercent pas dans la société la fonction d'intellectuel. Gramsci fait référence à tous ceux dont le rôle est de favoriser l'idéologie dominante. Ils ont pour mission de développer des images mentales, des technologies et des organisations qui lient ensemble les membres d'une classe dans une identité commune. Ils permettent de maintenir une cohérence idéologique au sein du bloc historique,³⁷ et ils suggèrent et formulent une vision stratégique pour le système.³⁸ Lorsque la bourgeoisie était une classe hégémonique, les intellectuels bourgeois firent cela.³⁹ En effet, les intellectuels de Gramsci permettent la cohésion de la relation entre la structure et la superstructure, formant un bloc historique dans lequel l'exercice de l'hégémonie permet de transcender les oppositions entre les différentes classes sociales.⁴⁰

Ces intellectuels ne forment pas une classe sociale à part entière, mais sont rattachés à une classe par les organisations au sein desquelles ils travaillent. En étant rattaché à une classe par le biais des organisations, ces intellectuels en deviennent les intellectuels organiques.⁴¹ Ils permettent de relier les classes sociales des pays partageant le même mode de production, à savoir le capitalisme de portée globale.⁴² Pour cette raison, comme le souligne Gregory Vanel, titulaire d'un doctorat d'économie internationale de l'Université de Grenoble et d'un doctorat de science politique de l'Université du Québec à Montréal, la notion d'ordre mondial se situe bien dans la pensée de Gramsci, pour qui « la perspective est internationale et ne peut être qu'internationale », même si le point de départ est national.⁴³ Chez Gramsci, une hégémonie mondiale est au départ l'expansion d'une hégémonie nationale, établie par une classe sociale dominante. Il s'agit d'un ordre donné au sein d'une économie mondiale qui pénètre dans les autres pays, qui vont essayer d'incorporer les éléments venant du modèle hégémonique. Cette hégémonie nationale devient un modèle à initier à l'étranger.⁴⁴

³⁶ PIOTTE Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Editions Parti-Pris, 1970, p. 15.

³⁷ COX Robert W., « Gramsci, hegemony, and international relations : an essay in method », *op. cit.*, pp. 132-133.

³⁸ GILL Stephen et LAW David, « Global hegemony and the structural power of capital », *International studies quarterly*, vol. 33, n° 4, 1989, p. 488.

³⁹ COX Robert W., « Gramsci, hegemony, and international relations : an essay in method », *op. cit.*, p. 132.

⁴⁰ VANEL Gregory, « Le concept d'hégémonie en économie politique internationale », *Cahier de Recherche*, n° 03-02, 2003, p. 23.

⁴¹ COX Robert W., « Gramsci, hegemony, and international relations : an essay in method », *op. cit.*, p. 132.

⁴² *Ibid.*, p. 136.

⁴³ VANEL Gregory, « Le concept d'hégémonie en économie politique internationale », *op. cit.*, p. 8.

⁴⁴ COX Robert W., « Gramsci, hegemony, and international relations : an essay in method », *op. cit.*, p. 137.

1.2.2. L'hégémonie à vocation internationale de la classe capitaliste transnationale

Les nouveaux théoriciens d'Antonio Gramsci sont appelés les néogramsciens⁴⁵, dont Robert Cox en est la figure de proue. Alors que les idées de Gramsci étaient destinées à un cadre national, ils ont réfléchi à la façon de le renouveler dans la sphère internationale. Les néogramsciens ont ainsi internationalisé les concepts de Gramsci, et comme le souligne Cox : « *the hegemonic concept of world order is founded not only upon the regulation of inter-state conflict but also upon a globally-conceived civil society, i.e., a mode of production of global extent which brings about links among social classes of the countries encompassed by it.* »⁴⁶ Stephen Gill, politiste canado-britannique enseignant à l'Université York à Toronto, développe ses idées dans le même sens que Cox. En effet, il écrit : « *The internationalization of production and finance and the spread of consumerism have resulted in an increasingly integrated world economy. This means that it is becoming more plausible to apply Gramsci's concept of civil society to world orders.* »⁴⁷ Les thèmes néogramsciens s'interrogent également sur l'élargissement d'une classe sociale dominante globale et sur un modèle qui se voudrait contrehegémonique.⁴⁸

Au niveau international, les néogramsciens défendent l'émergence d'un nouveau bloc historique transnational, formé par l'alliance de classes sociales de plusieurs États. L'approche néogramscienne s'intéresse à cette classe dominante et à la manière dont elle acquière le pouvoir hégémonique. Dans la perspective néogramscienne, une hégémonie qualifiée de transnationale devient alors possible si les classes sociales inférieures reconnaissent comme légitime cette alliance.⁴⁹ Les intellectuels organiques de Gramsci sont également présents au niveau international, et jouent un rôle important dans la propagation de l'actuelle idéologie dominante, le néolibéralisme. Ils soutiennent les intérêts de la classe dominante, dorénavant appelée la classe capitaliste transnationale,⁵⁰ car cette classe défend ses intérêts à un niveau supranational et est détachée de l'autorité étatique. Cette classe capitaliste transnationale a comme point commun avec les classes plus traditionnelles le fait qu'elle repose sur une relation de pouvoir et de domination, provenant de

⁴⁵ Le coup d'envoi de cette théorie critique dans le champ des relations internationales est donné avec la publication en 1981 de « Social forces, States and world order : beyond international relations theory » de Robert W. Cox. Suivra alors en 1987 la publication d'un ouvrage qui deviendra une référence pour l'approche néogramscienne : « Production, power and world order ». Stephen Gill s'inscrit dans la même réflexion que Cox concernant la théorie de Gramsci. Il publiera en 1990 « American hegemony and the trilateral commission », et en 1993, « Gramsci, historical materialism and international relations ».

⁴⁶ COX Robert W., « Gramsci, hegemony, and international relations : an essay in method », *op. cit.*, p. 136.

⁴⁷ GILL Stephen et LAW David, « Global hegemony and the structural power of capital », *op. cit.*, p. 493.

⁴⁸ ARGOUNES Fabrice, « Hégémonie(s) émergente(s) ? Hégémonie et théories "post-occidentales" au miroir gramscien », *Revue québécoise de droit international*, hors-série, septembre 2014, p. 99.

⁴⁹ GILL Stephen et LAW David, « Global hegemony and the structural power of capital », *op. cit.*, p. 478

⁵⁰ COX Robert W., « Gramsci, hegemony, and international relations : an essay in method », *op. cit.*, p. 138.

la détention des moyens de production et du capital.⁵¹ Elle est composée par « *the owners of transnational capital, that is, the group that wons the leading worldwide means of production as embodied principal in the transnational corporations and private financial institutions.* »⁵²

Une approche de type néogramscienne est déterminante afin de comprendre l'émergence d'acteurs non-occidentaux, et plus particulièrement la Chine, car cette approche s'interroge sur le devenir de l'hégémonie. Concernant le concept, qui bénéficie d'une certaine reconnaissance au sein de la discipline des relations internationales, l'approche néogramscienne a développé une large définition du concept d'hégémonie⁵³ : « *concept of hegemony that is based on a coherent conjunction or fit between a configuration of material power, the prevalent collective image of world order (including certain norms) and a set of institutions which administer the order with a certain semblance of universality* ». ⁵⁴ Cox définit l'hégémonie comme « un leadership par consentement », et accorde une place centrale aux dimensions idéologiques et subjectives. Cox utilise le concept d'hégémonie de Gramsci, mais s'en éloigne en faisant plutôt référence à une domination étatique au sein du système mondial plutôt qu'à une domination de classe. Il est alors important de souligner que le concept d'hégémonie dans l'approche néogramscienne est bien plus qu'une domination étatique, même si elle a besoin d'un État sur lequel reposer.⁵⁵ Chez les néogramsciens, l'hégémonie est comprise comme une forme particulière de domination d'une classe. Elle est basée sur le consentement, et est atteinte seulement si les groupes subordonnés sont bien incorporés au sein du bloc historique de forces sociales dans lequel leurs intérêts sont partiellement pris en considération.⁵⁶ On retrouve bien les idées développées par Gramsci, qui sont étudiées à un niveau international et de manière plus critique par les néogramsciens.

Dans le cadre d'une réflexion sur l'hégémonie, la Chine a semblé être l'objet d'étude le plus légitime. En effet, dans de nombreux ouvrages, la Chine est présentée comme le principal concurrent des États-Unis. Par la mise en place du consensus de Washington⁵⁷, les États-Unis ont pris le contrôle d'une série d'institutions internationales et ont su imposer une série de règles et de normes formant un modèle à caractère universel. Selon la définition de Cox du concept

⁵¹ HARRIS Jerry et ROBINSON William I., « Toward a global ruling class? Globalization and the transnational capitalist class », *op. cit.*, p. 11.

⁵² *Ibid.*, p. 22.

⁵³ ARGOUNES Fabrice, « Hégémonie(s) émergente(s) ? Hégémonie et théories "post-occidentales" au miroir gramscien », *op. cit.*, pp. 100-102.

⁵⁴ COX Robert W., « Social forces, States and World order : beyond international relations theory », *op. cit.*, p. 139.

⁵⁵ GILL Stephen et LAW David, « Global hegemony and the structural power of capital », *op. cit.*, p. 477.

⁵⁶ BIELER Andreas et MORTON David A., « Globalisation, the State and Class Struggle: a 'Critical Economy' Engagement with Open Marxism », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 5, n° 4, 2003, p. 487.

⁵⁷ COX Robert W., « 'The International' in Evolution », *Millennium - Journal of International Studies*, vol. 35, n° 3, 2007, p.522.

d'hégémonie, les États-Unis, qui ont acquis la puissance économique et militaire, ainsi qu'une certaine influence culturelle, correspondent au modèle de gouvernance globale.⁵⁸ Cependant, Cox ne considère pas ce modèle comme hégémonique, car les institutions et les élites manquent de légitimité et sont contestées. Comme il le souligne, « *Legitimacy is the weak point. Efforts at imposing order through 'passive revolution' are doomed to fail for lack of legitimacy* ». ⁵⁹ La légitimité de l'hégémon est un point central des réflexions néogramsciennes.⁶⁰ Comme le soutient François Polet⁶¹, le paradigme économique néolibéral est épuisé, car il « n'aura pas survécu aux crises financières, économiques et sociales d'Asie puis d'Amérique latine et à la dégradation durable des indicateurs sociaux qui ont généralement suivi l'application de ses préceptes ». ⁶²

⁵⁸ ARGOUNES Fabrice, « Hégémonie(s) émergente(s) ? Hégémonie et théories "post-occidentales" au miroir gramscien », *op. cit.*, p. 110.

⁵⁹ COX Robert W., « 'The International' in Evolution », *op. cit.*, p 513.

⁶⁰ ARGOUNES Fabrice, « Hégémonie(s) émergente(s) ? Hégémonie et théories "post-occidentales" au miroir gramscien », *op. cit.*, p. 106.

⁶¹ François Polet est sociologue, chargé d'étude au CETRI et doctorant à l'ULg.

⁶² POLET François, « Sud-Sud : un nouvel activisme diplomatique », *Démocratie*, n°1, 2008, p. 1.

Section 2 : Deux géants aux intérêts divergents

L'objectif de cette section est d'étudier la relation qu'entretient deux pays émergents faisant partie des BRIC, le Brésil et la Chine. Régulièrement associés, les pays des BRIC présentent pourtant des divergences fondamentales et des modèles de développement différents. Pourtant, ils ont décidé de coopérer ensemble afin de réussir leur développement.

2.1. La Chine et le Brésil bouleversent le processus de la globalisation⁶³

À partir des années 2000, les puissances traditionnelles ont commencé à être concurrencées sur la scène internationale par de nouvelles grandes puissances économiques, les « pays émergents ».⁶⁴ Parmi la série de pays émergents, tels que l'Argentine, l'Indonésie ou encore le Mexique,⁶⁵ certains émergents ont des économies particulièrement prometteuses. Il s'agit des pays regroupés sous l'acronyme de BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), inventé en 2001 par un économiste de la banque Goldman Sachs, Jim O'Neill.

Etant donné que le qualificatif de « pays émergent » regroupe des pays avec d'importantes divergences, les institutions politiques et financières internationales n'admettent pas une définition commune. Tandis que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) attribue aux pays émergents une forte contribution à la croissance économique mondiale, une amélioration des conditions de vie de la population, et une importante participation dans les échanges internationaux⁶⁶ ; le politologue français Christophe Jaffrelot retiendra plutôt une croissance forte, une certaine stabilité institutionnelle et une volonté de puissance.⁶⁷

L'arrivée de ces acteurs influents sur la scène mondiale, notamment au sein de divers forums multilatéraux, a bouleversé la mondialisation économique et financière en cours.⁶⁸ En créant une

⁶³ Dans ce travail, les termes de « mondialisation » et de « globalisation » seront utilisés dans le même sens, faisant référence à la définition de Held David, qui la définit comme « un processus (ou un ensemble de processus) qui transforme l'organisation spatiale des relations sociales et des transactions –leur extension, leur intensité, leur rapidité et leur impact- et qui génère des flux et des réseaux transcontinentaux et inter-régionaux d'activités, d'interactions et d'exercice du pouvoir. », dans BATTISTELLA Dario et al., *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 3^e édition, 2012, p. 357.

⁶⁴ LAFARGUE François, « Des économies émergentes aux puissances émergentes », *Questions internationales*, n° 51, septembre-octobre 2011, p. 101.

⁶⁵ JAFFRELOT Christophe, « Le phénomène 'pays émergents' », *Constructif*, n° 21, novembre 2008, p. 1

⁶⁶ LAFARGUE François, « Des économies émergentes aux puissances émergentes », *op. cit.*, p. 101.

⁶⁷ JAFFRELOT Christophe, « Le phénomène 'pays émergents' », *op. cit.*, p. 1.

⁶⁸ SANTANDER Sebastian (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, Paris, Ellipses, 2009, p. 9.

nouvelle dynamique économique, ils ont modifié les gagnants et les perdants de cette mondialisation et ont mis en lumière de nouvelles rivalités.⁶⁹ Au final, comme le soutient Sebastian Santander, Professeur au Département de Science Politique de l'Université de Liège, les grands gagnants de la mondialisation sont des pays tels que le Brésil, l'Inde, la Chine,...⁷⁰

2.2. Les vainqueurs de la globalisation s'associent au sein de partenariats bilatéraux

La fin de l'Union soviétique, les changements au sein de l'ordre mondial ainsi que les réformes d'ouverture de la Chine ont conduit Pékin à établir des relations avec plusieurs pays à travers le monde. La Chine essaye alors d'améliorer ses relations avec les grandes puissances et d'en développer de nouvelles. Au début des années 1990, la Chine initie alors une nouvelle approche diplomatique, une « diplomatie multidimensionnelle ». Les partenariats stratégiques correspondent bien à ce tournant diplomatique.⁷¹ Comme le soutient Sophie Wintgens, maître de conférences au Département de Science politique de l'Université de Liège et chercheur associé au Center for International Relations Studies (CEFIR), la face visible de la stratégie chinoise en Amérique latine, c'est le commerce de matières premières en échange de produits manufacturés. Cependant, la Chine a également une volonté de consolider sa puissance dans la région de l'Amérique latine. Pour arriver à ses objectifs (non clairement assumés), la Chine développe une série de relations diplomatiques avec les pays de la région, notamment avec le Brésil.⁷² Le Président Jiang Zeming s'est notamment rendu au Brésil en 2001, le Président Hu Jintao y sera également reçu en 2004 et en 2010. En 2012, le premier ministre Wen Jiabao s'est rendu au Brésil, en parallèle au sommet Rio+20. Le Président chinois Xi Jinping s'est lui aussi rendu au Brésil, notamment en 2014 pour participer au 6^e sommet des BRICS, mais aussi en 2015 à deux reprises.⁷³

Par conséquent, le lien bilatéral sino-brésilien se réalisa grâce à une diplomatie chinoise proactive, mais aussi grâce au dynamisme politique de Lula entre 2003 et 2010.⁷⁴ En effet, c'est sous sa présidence que le Brésil devient un acteur important en Amérique du Sud et s'affiche

⁶⁹ VENTURA Christophe, « Au cœur des déséquilibres du nouveau commerce sud-sud », *Chine-amérique latine CETRI*, 2012, en ligne, consultable à l'adresse <http://www.cetri.be/Au-coeur-des-desequilibres-du>

⁷⁰ SANTANDER Sebastian (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, op. cit., p. 9.

⁷¹ ZHONGPING Feng et JING Huang, « China's strategic partnership diplomacy : engaging with a changing world », *Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior*, working paper n° 8, juin 2014, p. 11.

⁷² WINTGENS Sophie, « Miracle ou péril jaune ? La pénétration chinoise en Amérique latine », *Le 15e jour du mois*, n° 240, 2015.

⁷³ MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS - BRAZIL, « People's Republic of China », en ligne, consultable à l'adresse <http://www.itamaraty.gov.br>

⁷⁴ BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », dans COUFFIGNAL Georges (dir.), *Amérique latine 2013*, Paris, La Documentation Française, 2013, p. 66.

volontairement en tant que grande puissance émergente sur la scène mondiale.⁷⁵ Lula a les ambitions pour faire accéder le Brésil à un statut de leader dans la région latino-américaine⁷⁶ et à se montrer en tant que représentant des pays émergents.⁷⁷ Pour y parvenir, le Brésil développe alors une stratégie de diversification des partenaires, aussi bien avec les pays du nord que du sud.⁷⁸ Selon le ministère des relations extérieures, la part des pays de l'hémisphère nord dans l'ensemble des exportations brésiliennes entre 1998 et 2008 est passée de 57,4% à 46,9%, alors que celle des pays en voie de développement (Afrique, Asie, Amérique latine) est passée de 42,6% à 53,1%.⁷⁹ En effet, à côté de ses relations avec ses partenaires traditionnels, le Brésil a dernièrement développé des « initiatives sud-sud ». C'est particulièrement au sein de ces nouvelles relations que le Brésil a saisi l'occasion d'affirmer sa volonté de transformer le système international, car les décideurs politiques brésiliens soutiennent que le développement futur du Brésil repose sur la construction d'un système incluant les puissances émergentes.⁸⁰ C'est notamment en développant son rapport avec la Chine que le Brésil veut développer ses relations avec les autres pays émergents. L'ancien Président Lula s'est rendu à trois reprises en Chine en 2004, 2008 et 2009.⁸¹ La Présidente Rousseff a également été reçue en Chine, notamment en 2011 et 2015, sans compter les autres visites effectuées par des ministres.⁸²

Dans une perspective néogramscienne de l'étude de l'émergence de ces nouvelles puissances, il est important de tenir également compte des déterminants internes ayant provoqué leur ouverture vers l'extérieur. Dans ce cas-ci, il est nécessaire de réfléchir aux déterminants internes à l'État chinois ayant influencé sa propulsion sur la scène internationale, ce qui l'a notamment conduit à établir une relation avec le Brésil. De plus, les changements de politiques internes du Brésil sont également analysés, car ils se sont révélés fondamentaux pour la création du partenariat stratégique.

⁷⁵ MEYER Michel, *La nouvelle diplomatie commerciale brésilienne. Lula : danse avec le Sud*, Paris, L'Harmattan, 2005, p.13

⁷⁶ SANTANDER Sebastian (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, op. cit., p. 51.

⁷⁷ ROLLAND Denis et LESSA Antônio C. (coord.), *Relations internationales du Brésil. Les chemins de la puissance*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 169.

⁷⁸ MEYER Michel, *La nouvelle diplomatie commerciale brésilienne. Lula : danse avec le Sud*, op. cit., pp. 74-75.

⁷⁹ MILANI Carlos, « Brésil : politique étrangère, puissance et quête d'autonomie », *CERISCOPE Puissance*, 2013, p. 4, en ligne, consultable à l'adresse <http://ceriscope.sciences-po.fr>

⁸⁰ FRANCHINI Hélio, « La politique étrangère brésilienne : les défis du développement », 1 juin 2014, p. 6, en ligne, consultable à l'adresse <http://www.diploweb.com>

⁸¹ BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », op. cit., p. 67.

⁸² MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS - BRAZIL, « People's Republic of China », op. cit.

2.2.1. Les déterminants internes

En ayant multiplié et diversifié ses relations extérieures, la volonté du Brésil était de devenir beaucoup plus autonome.⁸³ Jusque dans les années 1970, les dirigeants brésiliens avaient choisi de s'aligner sur la politique menée par les États-Unis, ce qui s'appelait du *bandwagoning* (suivisme). Ce terme, faisant référence à un système d'alliances internationales, apparut pour la première fois dans les raisonnements de Kenneth Waltz. Il oppose le *bandwagoning* au *balancing*, et explique que « *as soon as someone looks like the winner, nearly all jump on the bandwagon rather than continuing to build coalitions intended to prevent anyone from winning the price of power* ». ⁸⁴

Il s'agissait d'un choix politique interne, mais qui avait des répercussions sur la place du Brésil au sein des affaires étrangères. D'ailleurs, dans les années 2000, les dirigeants brésiliens ont pris la décision d'inverser leur politique et de ne plus s'aligner automatiquement sur les positions des États-Unis. A ce moment-là, le Brésil de Lula choisit alors de diversifier ses partenaires politiques et économiques.⁸⁵ Les nouveaux choix de politiques internes du Brésil doivent lui permettre, comme le disait Luiz Felipe Lampreia, ministre des Affaires étrangères de 1995 à 1999, « une autonomie pour l'intégration ». ⁸⁶

Par conséquent, l'abandon du *bandwagoning* conduit les dirigeants à développer une diplomatie mondiale en quête d'autonomie par rapport aux États-Unis.⁸⁷ Le Brésil souhaite être un acteur du processus de la globalisation et non un « suiveur ». Au sein de ce processus, une nouvelle conception de l'autonomie se développe et se situe en faveur de l'intégration. Elle se veut plus favorable aux forces du marché, à la compétition extérieure, et à l'initiative privée. Pour y parvenir, la politique étrangère brésilienne est au service de l'établissement d'une multitude de nouvelles alliances, notamment avec la Chine. ⁸⁸

Concernant la Chine, un important changement de politique interne a également été identifié. Deng Xiaoping est d'ailleurs la personne qui incarne ce changement. Il fut secrétaire général du PCC de 1956 à 1967 puis Président de la RPC de 1978 à 1992. Les orientations qu'il

⁸³ FRANCHINI Hélió, « La politique étrangère brésilienne : les défis du développement », *op. cit.*, p. 4.

⁸⁴ WALTZ Kenneth, *Theory of international politics*, Long Grove, Waveland Press, 1979, p. 126.

⁸⁵ SANTANDER Sebastian (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, *op. cit.*, p. 63.

⁸⁶ LAMPREIA Luiz Felipe, *Diplomacia brasileira : Palavras, Contextos e Razões*, Rio de Janeiro, Lanceda Editora, 1999, p. 11.

⁸⁷ MILANI Carlos, « Brésil : politique étrangère, puissance et quête d'autonomie », *op. cit.*, p. 9.

⁸⁸ SANTANDER Sebastian (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, *op. cit.*, pp. 67-68.

donna aux politiques menées par la Chine furent déterminantes dans l'avenir du pays. En effet, il décida de donner la priorité à l'économie plutôt qu'à l'idéologie, à la production plutôt qu'à la formation d'un modèle, contrairement à l'ère maoïste de 1949 à 1976.

Sous Mao Zedong, la priorité était accordée à l'idéologie. L'objectif était de créer un « homme socialiste » qui formerait une alternative par rapport au modèle soviétique. Cette volonté idéologique se réalisa souvent aux dépens de développements économiques. L'ère maoïste laisse la Chine avec une force armée sous-équipée, un sous-développement économique et des conditions de vie relativement faible pour la population, ainsi qu'un système d'éducation chaotique. A la mort de Mao en 1976, le respect envers le PCC décline. Dans l'ère postmaoïste, Deng Xiaoping est la figure qui incarne le changement. En effet, ce dernier met l'accent sur le développement économique plutôt qu'idéologique. Il pense qu'une idéologie socialiste forte a avant tout besoin d'une base économique solide.⁸⁹ Dès lors, Deng Xiaoping lança une politique d'ouverture économique et de réformes afin de sortir le pays du sous-développement et de le projeter sur la devant de la scène globale.⁹⁰ De plus, alors que le multipolarisme est favorisé par les autorités pour faciliter l'insertion de la Chine sur la scène internationale, un développement pacifique est également promu par la Chine afin de créer un environnement propice à la poursuite de ses objectifs internes et externes.⁹¹ Les leaders de l'ère postmaoïste avaient l'ambition de faire de la Chine une superpuissance, aussi bien économiquement que militairement. Ils ont accordé la priorité à la production économique plutôt qu'aux idées. Une croissance économique forte pouvait être ainsi vue comme contribuant à la légitimité interne du PCC.⁹²

Ce changement de politique interne permis le déploiement, quelques décennies plus tard, d'une politique qualifiée de « *going global* » de la Chine. Cette politique fut mise en place à partir de 1999 et visait à intensifier les investissements directs étrangers (IDE), augmenter les ressources naturelles du pays, stimuler les exportations, renforcer la compétitivité des entreprises, activer l'insertion de la Chine dans les marchés mondiaux, et enfin, permettre l'acquisition de technologies et d'outils de gestion plus spécifiques.⁹³ Le système mis sur pied en Chine est tout à fait singulier, puisqu'il associe une idéologie politique communiste avec une économie capitaliste, formant un

⁸⁹ GILL Stephen et LAW David, *The global political economy. Perspectives, problems and policies.*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1988, p. 328-329.

⁹⁰ SANTANDER Sebastian (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, op. cit., pp. 91 et 94.

⁹¹ RAMOS Danielly Becard, « Pour une relation équilibrée Brésil-Chine », op. cit., p. 300.

⁹² GILL Stephen et LAW David, *The global political economy. Perspectives, problems and policies.*, op. cit., p. 330.

⁹³ RAMOS Danielly Becard, « Pour une relation équilibrée Brésil-Chine », op. cit., p. 305.

socialisme de marché.⁹⁴ Ainsi, en comparaison avec d'autres pays émergents, la Chine a adopté une coordination politico-institutionnelle unique, qui en fait d'ailleurs sa marque de fabrique.⁹⁵ Les réformes accéléreront suite à l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001.⁹⁶

Grâce aux réformes et à la politique d'ouverture, l'expansion économique et financière de la Chine fut remarquable. Entre 2000 et 2014, la Chine a représenté 22 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. Puis, en 2014, la Chine est devenue la première économie mondiale. La Chine étant devenue un des acteurs les plus importants du système financier international, son économie a eu des répercussions sur la croissance du commerce mondial.⁹⁷ Cependant, cette ouverture vers l'extérieur a rendu la Chine beaucoup plus dépendante, notamment envers les matières premières et agricoles dont elle a besoin en quantité et que l'Amérique latine possède en suffisance. Etant donné que la Chine connaissait une importante croissance de sa population et un niveau de vie en augmentation, il lui fallait trouver de nouvelles ressources extérieures au pays.⁹⁸ En effet, par exemple en 2015, la Chine a eu besoin de nourrir 19 % de la population mondiale ! Selon le rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), entre 2000 et 2013, les importations de produits alimentaires de la Chine ont augmenté de 21 % en moyenne chaque année. Le secteur agricole brésilien, bien développé, permet à la Chine de nourrir une partie de sa population.⁹⁹

2.3. Le « partenariat stratégique » : un modèle de coopération entre les nouvelles puissances

La première génération de partenariat du Brésil s'est réalisée avec l'Europe occidentale, et le concept était utilisé afin de désigner les relations économiques et politiques prioritaires.¹⁰⁰ Cependant, dans un souci de diversification de ses partenaires, c'est à partir des années 2000 que le Brésil connaîtra une prolifération de ses relations avec l'extérieur et que la seconde génération de

⁹⁴ SANTANDER Sebastian (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, op. cit., p. 91.

⁹⁵ FILHO Jair do Amaral et DE MELO Maria Cristina Pereira, « Brésil et Chine : le contraste entre deux agendas de développement », *Revue Tiers Monde*, vol. 2, n° 218, 2014, p. 160.

⁹⁶ SANTANDER Sebastian (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, op. cit., p. 93.

⁹⁷ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015*, Santiago, Chile, United Nations publication, 2015, p. 61

⁹⁸ WINTGENS Sophie, « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil. », *Revue de la faculté de droit de l'Université de Liège*, n° 2, 2014, pp. 319-321

⁹⁹ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015*, op. cit., p. 73.

¹⁰⁰ LESSA Antônio Carlos, « Brazil's strategic partnerships: an assessment of the lula era (2003-2010) », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 53, 2010, p. 119.

partenariat verra le jour. Le terme sera alors de plus en plus utilisé dans le discours brésilien.¹⁰¹ A ce moment-là, l'utilisation brésilienne du concept de partenariat stratégique s'est vulgarisée et est dès lors utilisée afin de désigner tout type de relations qu'entretient le Brésil, que ce soit avec ses partenaires traditionnels, tels que les États-Unis et l'Argentine, ou avec ses nouvelles coopérations, comme la Chine ou la Russie.¹⁰² Ces partenariats permettent au Brésil de poursuivre ses objectifs de développement au sein du système international.¹⁰³ Dorénavant, le partenariat est devenu un modèle de coopération entre les puissances émergentes.¹⁰⁴ Le partenariat sino-brésilien constitue la première relation stratégique établie entre deux pays en développement.¹⁰⁵

Chaque partenariat stratégique, conclut entre deux pays, revête une définition différente. Il s'agit d'un concept fourre-tout auquel on peut donner des significations divergentes, parfois plutôt orientée sur l'économie, parfois plutôt sur la coopération politique.

Niu Haibin, membre du *Shanghai Institute for international Studies* et de l'*Institute for International Strategy studies*, donne une définition du partenariat stratégique :

*« The initial meaning of the strategic relationship is to develop longstanding, stable, and strategic mutual cooperation. Both countries share the identity of major developing states, leading regional players, and big potential roles in world affairs. Based on these common identities and forward-looking thinking, both countries developed a comprehensive cooperative path covering trade, energy and mining, finance, agriculture, quality supervision, inspection and quarantine, industry and information technology, space cooperation, science, technology and innovation, and education, among other areas. »*¹⁰⁶

De plus, Antonio Carlos Lessa, professeur et membre du Département de relations internationales de l'Université de Brasilia, apporte quelques éclaircissements quant à la notion de partenariat stratégique. Selon lui, les partenariats stratégiques permettent aux deux pays associés de

¹⁰¹ ROLLAND Denis et LESSA Antônio C. (coord.), *Relations internationales du Brésil. Les chemins de la puissance*, *op. cit.*, pp. 171-173.

¹⁰² LESSA Antônio Carlos, « Brazil's strategic partnerships: an assessment of the lula era (2003-2010) », *op. cit.*, pp. 122-124.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 119.

¹⁰⁴ HAIBIN Niu, « Emerging Global partnership: brazil and china », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 53, 2010, p. 183.

¹⁰⁵ ZHONGPING Feng et JING Huang, « China's strategic partnership diplomacy : engaging with a changing world », *op. cit.*, p. 7.

¹⁰⁶ HAIBIN Niu, « Emerging Global partnership: brazil and china », *op. cit.*, p. 185.

se développer chacun au niveau national.¹⁰⁷ Pour cette raison, il serait logique que le Brésil considère ses relations bilatérales avec les pays qui lui permettent d'améliorer sa formation nationale comme les plus importantes, parmi lesquels figure la Chine puisqu'elle fait partie des trois plus grosses destinations d'exportations du Brésil.¹⁰⁸

2.3.1. Quelques mots sur le partenariat stratégique sino-brésilien

En plus de leur participation au sein de forums et d'organisations internationales, le Brésil et la Chine ont élevé leur relation au rang de « partenariat stratégique » depuis 1993. En se référant aux recherches de Danielly Ramos, Professeur au Département de relations internationales de l'Université de Brasilia, le partenariat stratégique a été mis en place afin de répondre à différents objectifs bilatéraux : « offrir une structure ample pour les orientations à définir quant à la relation et élever le niveau de dialogue, créer une relation privilégiée en amplifiant le sentiment de confiance mutuelle par les consultations et les coordinations bilatérales, renforcer les coopérations bilatérales dans les domaines sensibles sur le plan mondial et régional, rehausser le statut du partenaire en prenant compte de son importance et de son influence croissante ; intensifier, multiplier les relations sectorielles bilatérales afin d'aboutir à une coordination meilleure entre les institutions des deux partenaires ». ¹⁰⁹

Ce partenariat a progressivement évolué.¹¹⁰ Lorsque le Premier ministre chinois Wen Jiabao s'est rendu au Brésil à l'occasion du sommet Rio+20 en 2012, la relation bilatérale entre la Chine et le Brésil fut même désignée en tant que partenariat stratégique global. De plus, un dialogue stratégique global a instauré une réunion annuelle des ministres des deux pays. Suite à la mise en place de cette coopération, les accords bilatéraux ont fortement augmenté. En effet, le Président Cardoso avait signé 18 accords entre 1995 et 2002 alors que le Président Lula en signera 24 entre 2003 et 2006 !¹¹¹

¹⁰⁷ LESSA Antônio Carlos, « Brazil's strategic partnerships: an assessment of the Lula era (2003-2010) », *op. cit.*, p. 119.

¹⁰⁸ CHRISTENSEN Steen Fryba, « Brazil-China bilateral relations: Between strategic partnership and competition from the Brazilian perspective », working paper, p. 2, en ligne, consultable à l'adresse <http://web.isanet.org/Web/Conferences/FLACSO-ISA%20BuenosAires%202014/Archive/9ca90f04-e22a-4809-8deb-fb51f1e70546.pdf>

¹⁰⁹ RAMOS Danielly Becard, « Pour une relation équilibrée Brésil-Chine », *op. cit.*, p. 302.

¹¹⁰ WINTGENS Sophie, « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil. », *op. cit.*, p. 329.

¹¹¹ BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », *op. cit.*, p. 67.

Avec l'intensification des liens bilatéraux, un effort de coordination a dû être fait. Un plan d'action commune, appelé le « PAC chinois », a été signé par les Présidents Lula et Jintao en 2010 pour la période 2010 – 2014.¹¹² Ce plan, pierre angulaire de la relation stratégique, illustre la volonté de créer des mécanismes de coopération entre les pays en développement, des coordinations au sein du G20, de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de l'OMC, mais aussi le besoin de soutenir les intérêts et les droits des pays en développement.¹¹³ A cela s'ajoute un plan décennal de coopération pour la période de 2012 à 2021.¹¹⁴ Toutefois, malgré ce partenariat, l'alliance entre les deux n'est pas imperméable. Le partenariat reste flexible et leurs positions au niveau international ne sont pas systématiquement accordées.¹¹⁵

2.4. Conclusion intermédiaire

Avec ces partenariats bilatéraux « sud-sud », un nouveau dynamisme est en jeu, intégrant un processus d'expansion économique, des flux commerciaux et d'investissements, ainsi qu'une capacité de jeu politique.¹¹⁶ Selon la littérature spécialisée sur la région de l'Amérique latine, la Chine a choisi le Brésil comme partenaire stratégique car ce dernier joue un rôle de poids en Amérique du Sud. De plus, au sein du développement de la coopération sud-sud, le Brésil est également un acteur incontournable, puisqu'il défend la solidarité entre les pays en développement et souhaite un monde multipolaire.¹¹⁷

La Chine et le Brésil, deux importants pays émergents faisant partie du groupe des BRICS, bouleversent le déroulement de la mondialisation. Au sein d'un ordre dorénavant globalisé, ils aspirent à être des acteurs de poids pouvant influencer les règles du jeu. Le Brésil comme la Chine souhaitent tenir les rennes du processus global qu'ils ont eux-mêmes transformés.

Se situant chacun dans des contextes régionaux et internationaux différents, ils ont pourtant décidé de s'associer afin de renforcer leur présence au sein du processus de la mondialisation. Alors que le contexte international a eu une influence sur leur propulsion sur la scène globale, des déterminants internes ont également joué un rôle central. De son côté, le Brésil a décidé de ne plus s'aligner sur la grande puissance que représentaient les États-Unis et ainsi abandonner le

¹¹² HAIBIN Niu, « Emerging Global partnership: brazil and china », *op. cit.*, p. 186.

¹¹³ *Loc. cit.*

¹¹⁴ BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », *op. cit.*, p. 69.

¹¹⁵ *Ibid.*, pp. 74-75.

¹¹⁶ ROLLAND Denis et LESSA Antônio C. (coord.), *Relations internationales du Brésil. Les chemins de la puissance*, *op. cit.*, p.168.

¹¹⁷ RAMOS Danielly Becard, « Pour une relation équilibrée Brésil-Chine », *op. cit.*, p. 302.

bandwagoning, la Chine quant à elle accorde la priorité au développement économique au détriment d'une construction idéologique.

Analyser des éléments de politiques internes a permis d'expliquer un changement de situation et apporte une justification quant à la présence de la Chine et du Brésil, dorénavant non-négligeable, sur les devants de la scène internationale. Avec la dynamique des partenariats sud-sud, ils ont mis en place un processus nouveau d'expansion économique et politique. La relation bilatérale sino-brésilienne, élevée au rang de partenariat stratégique global, permet à chaque État de poursuivre ses objectifs nationaux de croissance et de développement, mais aussi de s'insérer dans la dynamique des rapports internationaux et globaux. Le partenariat est un outil, offrant un cadre institutionnel à des partenaires souhaitant des relations plus approfondies.

Cependant, au sein de ce partenariat, la Chine n'a-t-elle pas déjà pris les devants ? Le Brésil, en quête d'autonomie par rapport à son imposant voisin, a laissé la porte ouverte à la Chine. Cette dernière, avec son socialisme de marché et ses ambitions de portée mondiale, est alors arrivée sur la pointe des pieds.

Section 3 : Des biens manufacturés contre des matières premières

Cette section se concentre sur la dimension économique de la relation sino-brésilienne. En effet, dans la perspective néogramscienne des relations de pouvoir, analyser la relation commerciale de production et d'échanges permettra d'apporter un élément de réponse à l'hypothèse posée. De plus, en ayant choisi l'économie politique internationale en tant que cadre méthodologique, des facteurs économiques de la relation commerciale sino-brésilienne permettent d'apporter des éléments d'explication au comportement de la Chine sur la scène internationale.

3.1. Une relation commerciale asymétrique

3.1.1. Au niveau des investissements chinois au Brésil

Depuis 2009, la Chine est le premier partenaire commercial du Brésil lorsqu'on additionne les exportations et les importations. Ce tournant important pris par leur relation bilatérale dynamise l'économie brésilienne mais suscite aussi certaines inquiétudes. Sur leur propre territoire et sur leurs marchés étrangers, les entreprises brésiliennes sont dorénavant concurrencées par leurs homologues chinois.¹¹⁸ La Chine est alors perçue à la fois comme un bon et un dangereux partenaire, car les fragilités structurelles du modèle de développement brésilien ont été révélées suite à la pénétration chinoise au Brésil.¹¹⁹

Tout d'abord, les entreprises chinoises concurrencent les entreprises brésiliennes sur leur propre territoire par leurs investissements. La baisse de l'influence américaine dans la région de l'Amérique latine dans les années 1980 a laissé la place à de nouveaux acteurs, dont la Chine. Elle a noué d'importants liens avec le Brésil, et leur relation s'est intensifiée dans les années 1990, au moment où leurs idéologies ont commencé à converger.¹²⁰ Cependant, c'est réellement depuis 2010 que les investissements chinois au Brésil ont décollé. Une des quatre entreprises d'État chinoises, la China Petroleum and Chemical Corporation (Sinopec), a en effet fait l'acquisition de champs pétroliers brésiliens.¹²¹ Par ses investissements, la Chine peut acheter des matières premières au Brésil afin d'assurer son approvisionnement, mais aussi être présente sur place pour leurs

¹¹⁸ BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », *op. cit.*, p. 70.

¹¹⁹ FILHO Jair do Amaral et DE MELO Maria Cristina Pereira, « Brésil et Chine : le contraste entre deux agendas de développement », *op. cit.*, p. 152.

¹²⁰ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015*, *op. cit.*, p. 16.

¹²¹ CHEN Taotao et LUDENA Miguel Pérez, « Chinese foreign direct investment in Latin America and the Caribbean », *ECLAC – Production Development Series*, n° 195, p. 13.

exploitations. Les IDE chinois sont concentrés sur le développement de l'exploitation des ressources naturelles.¹²² En effet, les estimations réalisées par la CEPAL indiquent que 90% des investissements chinois en Amérique latine ont été réalisés dans les ressources naturelles entre 2010 et 2013.¹²³ Cependant, ils tentent à se diversifier, puisqu'en mai 2015, les dirigeants chinois et brésiliens ont proposé trente accords d'investissement et ont signé trente-cinq accords pour un montant de 50 milliards de dollars dans les domaines de l'agriculture, l'aéronautique, l'automobile,... Dans ces investissements, le Brésil devra faire pression afin que ses entreprises participent au développement du pays.¹²⁴

Les compagnies pétrolières chinoises ont des stratégies différentes pour pénétrer au Brésil au travers des investissements. Alors que la China National Petroleum Corporation (CNPC) est entrée par l'intermédiaire de concessions du gouvernement ou d'associations avec des entreprises brésiliennes appartenant à l'État, Sinopec est quant à elle entrée au Brésil grâce à des consortiums avec d'autres entreprises transnationales.¹²⁵ Les entreprises chinoises montrent de l'intérêt au Brésil. En 2013, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) et la CNPC, en partenariat avec l'entreprise brésilienne Petrobras, l'entreprise française Total et la compagnie néerlandaise Shell ont obtenu chacune des parts pour l'exploitation de l'immense champ pétrolier de Libra au Brésil.¹²⁶ Comme le souligne le site Internet des Affaires étrangères de la Chine : « *An energy consortium composed of energy companies from China, Brazil and other countries won the bidding of the Libra pre-salt oil development project.* »¹²⁷

Les investissements chinois au Brésil sont réalisés à 92% par des entreprises contrôlées par l'État chinois. Les entreprises chinoises figurent parmi les plus importantes entreprises étrangères dans les secteurs du pétrole et du gaz au Brésil. Elles sont également présentes dans le secteur minier brésilien.¹²⁸ Il s'agit d'une des stratégies de la Chine, exporter ses entreprises à l'étranger, pour que celles-ci acquièrent plus de marges de manœuvre sur le territoire du pays d'accueil. D'autant plus que la plupart des compagnies pétrolières brésiliennes, dont Petrobras, ne possèdent

¹²² ELSON Anthony, « Un dragon parmi les iguanes », *op. cit.*, p. 45.

¹²³ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015, op. cit.*, p. 61.

¹²⁴ PETERS Enrique Dussel, « China's evolving role in Latin America : can it be a win-win ? », *Atlantic Council Adrienne Arsht Latin America Center*, septembre 2015, p. 14.

¹²⁵ CHEN Taotao et LUDENA Miguel Pérez, « Chinese foreign direct investment in Latin America and the Caribbean, *op. cit.*, p. 18.

¹²⁶ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean and China : towards a new era in economic cooperation*, Santiago, Chile, United Nations publication, mai 2015, p. 60.

¹²⁷ Portail affaires étrangères de la Chine, section Brésil, consultable sur <http://www.fmprc.gov.cn>

¹²⁸ CHEN Taotao et LUDENA Miguel Pérez, « Chinese foreign direct investment in Latin America and the Caribbean, *op. cit.*, p. 14

pas suffisamment de ressources immédiatement disponibles pour réaliser les investissements nécessaires. Dans ce cadre, les grandes compagnies nationales chinoises semblent pouvoir satisfaire les attentes brésiliennes. Cela s'appelle la politique du « capital-for-oil ». Les investissements chinois sont devenus essentiels pour les projets de Petrobras.¹²⁹

Malgré ses investissements, la Chine reste toujours un investisseur discret en Amérique latine, comparé aux investisseurs traditionnels dans la région que sont les États-Unis et l'Europe.¹³⁰ Par exemple, dans les infrastructures, les investissements chinois sont encore modestes. Le Brésil a pourtant grand besoin de développer ses infrastructures et manque de fonds pour financer des projets.¹³¹ Pourtant, au Brésil, la classe moyenne est en pleine expansion et demande des biens et des services plus modernes. Les investissements étrangers sont par conséquent les bienvenus.¹³² Cependant, la Chine a encore besoin de quelques années avant d'avoir bien compris le « *jeitinho brasileiro* », qui peut se traduire par « la manière de faire brésilienne », faisant référence à l'aptitude des brésiliens de contourner les règles et les lois afin d'atteindre leurs objectifs. Le processus d'apprentissage est encore long entre les deux pays, mais nécessaire afin que les investissements deviennent véritablement efficaces.

A l'heure actuelle, l'influence économique de la Chine au Brésil se réalise principalement par le commerce et non par les IDE.¹³³ Cependant, en pointant du doigt que les investissements chinois au Brésil sont principalement réalisés dans les ressources naturelles, une asymétrie dans la relation bilatérale est déjà relevée.

3.1.2. Au niveau des exportations et des importations

Les exportations des deux pays l'un envers l'autre sont totalement différentes, puisque le Brésil exporte en Chine des matières premières à faible valeur ajoutée, principalement des minerais de fer, du soja et du pétrole, alors que la Chine exporte au Brésil des biens manufacturés avec de la valeur ajoutée,¹³⁴ c'est-à-dire des voitures, des motos, des avions, et des appareils électroniques, de

¹²⁹ DOS SANTOS Edmilson Moutinho, « Brésil, l'éveil d'un nouveau géant pétrolier dans l'atlantique sud », *op. cit.*, pp. 3-4.

¹³⁰ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015*, *op. cit.*, p. 16.

¹³¹ CHEN Taotao et LUDENA Miguel Pérez, « Chinese foreign direct investment in Latin America and the Caribbean », *op. cit.*, p. 21.

¹³² *Ibid.*, pp. 25-26.

¹³³ *Ibid.*, p. 14.

¹³⁴ VENTURA Christophe, « Au cœur des déséquilibres du nouveau commerce sud-sud », *op. cit.*

la biotechnologie et de la nanotechnologie.¹³⁵ Dans ses échanges avec la Chine, le Brésil a beaucoup de difficultés à exporter d'autres produits que des matières premières.¹³⁶ Les exportations vers la Chine sont donc réduites à un petit nombre de produits et d'entreprises. Le rapport de 2015 de la CEPAL révèle que cette concentration entraîne « une reprimarisation des exportations, des coûts environnementaux élevés, une concentration des exportations dans les mains de quelques agents économiques, et une accélération du rythme de la désindustrialisation. »¹³⁷

Du côté des importations chinoises, c'est à partir des années 2000 que la relation a pris un important tournant. En 2003, la Chine a réalisé un boom des importations de matières premières, ce qui était très intéressant pour le Brésil et pour l'Amérique latine dans son ensemble. Alors que la Chine dévore les matières premières, le Brésil est spécialisé là dedans.¹³⁸ Depuis 2009, la Chine est le premier marché d'exportations du Brésil.¹³⁹

Du côté des exportations à destination de la Chine, elles sont donc concentrées principalement sur les produits primaires,¹⁴⁰ qui sont les produits agricoles, les minerais de fer et non ferreux et le pétrole.¹⁴¹ 85% des exportations brésiliennes à destination de la Chine concernent ce type de produits, alors que 97% des importations brésiliennes venant de Chine concernent les produits manufacturés.¹⁴²

Au niveau pétrolier, la Chine vise la diversification de son approvisionnement. Elle réalise cet objectif en investissant dans cette ressource notamment au Brésil,¹⁴³ pour qui l'énergie est un élément prioritaire et est officiellement entré dans le domaine de la politique étrangère en 2006.¹⁴⁴ L'atout majeur du Brésil est qu'il est autosuffisant en énergie.¹⁴⁵ En mai 2009, Petrobras a signé des accords avec la China Development Bank et l'entreprise Sinopec. Elle s'est engagée à fournir

¹³⁵ RAMOS Danielly Becard et DE MACEDO Bruno Vieira, « Chinese multinational corporations in Brazil: strategies and implications in energy and telecom sectors », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 57, n° 1, 2014, p. 144.

¹³⁶ RAMOS Danielly Becard, « Pour une relation équilibrée Brésil-Chine », *op. cit.*, p. 304.

¹³⁷ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015, op. cit.*, p. 61

¹³⁸ BLÁZQUEZ Jorge et SANTISO Javier, « La chine : ange ou démon pour l'Amérique latine ? », *monde Chinois*, n° 4, printemps 2005, p. 25.

¹³⁹ JENKINS Rhys, « Latin America and China-a new dependency ? », *Third World Quarterly*, vol. 33, n° 7, 2012, p. 1339.

¹⁴⁰ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015, op. cit.*, p. 67.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 64.

¹⁴² BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », *op. cit.*, p. 70.

¹⁴³ LAFARGUE François, « La Chine en Amérique latine. Stratégies, objectifs et limites d'une présence », *op. cit.*, p. 4.

¹⁴⁴ MILANI Carlos, « Brésil : politique étrangère, puissance et quête d'autonomie », *op. cit.*, p. 7.

¹⁴⁵ ROLLAND Denis et LESSA Antônio C. (coord.), *Relations internationales du Brésil. Les chemins de la puissance, op. cit.*, p. 62.

150 000 barils de pétrole par jour à la Chine en 2009 et 200 000 barils entre 2010 et 2019.¹⁴⁶ Accroître la production nationale de pétrole est également un objectif de long terme du gouvernement brésilien. D'autant plus qu'avec les récentes découvertes de grands gisements de pétrole pré-sel au large des côtes brésiliennes, le Brésil réalise un grand bond dans sa production, et pourrait devenir l'un des plus grands producteurs au monde de pétrole.¹⁴⁷ Comme le soulignera la littérature, « c'est l'éveil d'un nouveau géant pétrolier dans l'Atlantique Sud. »¹⁴⁸ De plus, l'enjeu minier au Brésil est également important pour Pékin, car la région de l'Amérique latine détient 45% des réserves mondiales de cuivre, 25% des réserves d'argent et 33% des réserves d'étain. Le Brésil est le troisième fournisseur en fer de la Chine, derrière l'Inde et l'Australie. En ce qui concerne les exportations, la société brésilienne Companhia Vale do Rio Doce (CVRD), qui est le premier producteur et exportateur mondial de minerai de fer, s'est engagée envers l'entreprise chinoise sidérurgiste Baosteel, premier producteur d'acier en Chine, pour la livraison de plusieurs millions de tonnes de fer par an.¹⁴⁹ Enfin, au niveau agricole, la Chine est le pays leader en matière de consommation et d'importation de soja. Elle représente 38 % des importations mondiales de soja. Le Brésil fait partie des trois plus gros exportateurs mondiaux, aux côtés des États-Unis et de l'Argentine.¹⁵⁰

3.1.3. La reconnaissance du statut d'économie de marché

Dans la stratégie de globalisation des entreprises chinoises, le Brésil et l'Amérique latine constitue un point central.¹⁵¹ La reconnaissance de la Chine en tant qu'économie de marché était un élément important dans la politique commerciale chinoise. Les dirigeants se sont d'ailleurs à plusieurs reprises rendus au Brésil afin de discuter et d'obtenir cette reconnaissance. Auprès de ses principaux partenaires commerciaux, Pékin tente d'obtenir ce statut, que lui refusent toujours les États-Unis et l'Union Européenne. En ayant d'importants intérêts commerciaux en jeu, le Brésil a accepté de reconnaître la Chine en tant qu'économie de marché. En effet, la contrepartie consistait en l'augmentation des investissements chinois au Brésil, l'augmentation du tourisme et la signature de dix accords afin de développer le commerce bilatéral dans le domaine de l'agroalimentaire. Le

¹⁴⁶ MILANI Carlos, « Brésil : politique étrangère, puissance et quête d'autonomie », *op. cit.*, p. 7.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 5.

¹⁴⁸ DOS SANTOS Edmilson Moutinho, « Brésil, l'éveil d'un nouveau géant pétrolier dans l'atlantique sud », *CERI Sciences Po*, 2010, *op. cit.*, p. 1.

¹⁴⁹ LAFARGUE François, « La Chine en Amérique latine. Stratégies, objectifs et limites d'une présence », *op. cit.*, p. 7.

¹⁵⁰ *Loc. cit.*

¹⁵¹ ARÈS Mathieu et al., « la Chine et l'Amérique latine : le grand chambardement ? », *Revue Tiers Monde*, vol. 4, n° 208, 2011, p. 69.

Brésil a ainsi rejoint la vingtaine de pays ayant reconnu ce statut à la Chine.¹⁵² L'enjeu était de taille pour le Brésil, qui a besoin des investissements et des accords chinois pour se développer.

Par conséquent, en 2004, le Brésil a reconnu que la Chine est une économie de marché.¹⁵³ De plus, en 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil.¹⁵⁴ Comme il est souligné dans une note publiée sur le site Internet du ministère des affaires étrangères chinois : « *On November 12 2004, Chinese Minister of Commerce Bo Xilai and Brazilian Foreign Minister Amorim signed the 'Memorandum of Understanding on Trade and Investment Cooperation Between the People's Republic of China and the Federative Republic of Brazil' [...] the Brazil Government officially recognized China's market Economy status. [...] Brazil's recognition of China's market economy status enriched the content of the strategic partnership between the two countries and will undoubtedly strengthen and expand the trade and investment opportunities to a great extent.* »¹⁵⁵

L'économie chinoise n'est pas une économie de marché, cela signifie qu'elle peut facilement faire l'objet de restrictions commerciales et de mesures antidumping. Cependant, grâce à l'obtention de ce statut, la Chine peut se défendre au cas où les gouvernements instaureraient des procédures antidumping.¹⁵⁶ En effet, ce statut lui permet d'obtenir de meilleures conditions commerciales¹⁵⁷ et de contourner les mesures protectionnistes qui serait appliquée par les gouvernements envers les produits « made in china ». Grâce à l'obtention du statut d'économie de marché, les portes du Brésil se sont ouvertes encore un peu plus à la Chine, qui cherche à implanter ses entreprises sur le territoire brésilien afin d'obtenir plus de sécurité au niveau de l'approvisionnement en matières premières, mais aussi afin de faciliter l'entrée de ses produits sur d'autres marchés, notamment nord-américain.¹⁵⁸

¹⁵² Informations récoltées sur la page Internet : http://www.dial-infos.org/09_breves/pays/br04.html

¹⁵³ Il s'agit d'un système dans lequel les agents économiques sont libres de vendre et d'acheter des biens, services et capitaux. Chacun agit en fonction de ses intérêts et le profit est considéré positivement. Les défenseurs de l'économie de marché estime que ce laissez-faire favorise la croissance économique.

¹⁵⁴ BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », *op. cit.*, p. 70.

¹⁵⁵ Document disponible sur le site du ministère des affaires étrangères chinois : « Brazil Recognizes China's Market Economy Status in the Memo », 13 novembre 2014, consultable à l'adresse

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/huvisit_665888/t170382.shtml

¹⁵⁶ LAFARGUE François, « La Chine en Amérique latine. Stratégies, objectifs et limites d'une présence », *Perspectives chinoises*, n° 97, septembre-décembre 2006, p. 8.

¹⁵⁷ <http://www.autresbresils.net/Bresil-et-Chine-avancees-et-contradictions>

¹⁵⁸ ARES Mathieu et al., « la Chine et l'Amérique latine : le grand chambardement ? », *op. cit.*, p. 69.

3.2. L'absence de cercle vertueux

Le Brésil est en partie déçu de sa relation avec la Chine car les investissements de cette dernière n'ont permis ni un changement fondamental de la structure des flux commerciaux ni le développement de nouvelles infrastructures, faisant défaut au Brésil. Il n'y a pas eu de cercle vertueux résultant des investissements chinois. La Chine a aussi fait venir sa main d'oeuvre, en dehors des quotas prévus par la législation brésilienne. Les flux migratoires en provenance de Chine ont donc été importants. Par conséquent, ces éléments font écho à une relation déséquilibrée de type nord-sud plutôt qu'à une relation d'égal à égal de type sud-sud. D'ailleurs, comme le souligne Christopher Dembik, diplômé de Sciences-Po Paris et de l'Institut d'Economie de l'Académie Polonaise des Sciences et actuellement économiste de Saxo Banque France, soutient que les liens entre la Chine et le Brésil ressemblent plus à une relation Nord-Sud qu'à une coopération Sud-Sud, et que le partenaire le plus dépendant est le Brésil.¹⁵⁹

3.3. Un « effet Chine » sur le Brésil à prendre au sérieux ?

L'« effet Chine »¹⁶⁰ est un terme fréquemment utilisé dans la littérature sur la Chine afin d'expliquer les impacts, positifs ou négatifs, provoqués par la Chine dans les pays avec lesquels elle est en lien ou sur le commerce global.

Concernant le Brésil, on remarque que cet effet fut bénéfique à court terme, car il a permis un boom important des exportations. Le fait que les ressources ont commencé à manquer en Chine à la fin des années 1990 et l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001 ont eu un effet bénéfique sur les exportations brésiliennes. Ces événements extérieurs au Brésil ont donné une impulsion à ses exportations.¹⁶¹ Cependant, on se rend compte de la dépendance du Brésil à l'égard de l'extérieur, notamment par rapport à la Chine. Cette dernière est un des moteurs de la croissance brésilienne. Comme le relève un rapport de la CEPAL, le Brésil a une économie diversifiée et, par conséquent, l'effet Chine est ressenti sur plusieurs secteurs.¹⁶² D'ailleurs, lors de la crise économique de 2008-

¹⁵⁹ DEMBIK Christopher, Brésil : l'encombrant ami chinois, 2 juillet 2014, disponible à l'adresse <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20140701trib000837895/a-publier-mercredi-7h00-bresil-l-encombrant-ami-chinois.html>

¹⁶⁰ Notamment utilisé par PEROTTI Daniel E., « The People's Republic of China and Latin America : the impact of Chinese economic growth on Latin American exports », *op. cit.*, p. 49.

¹⁶¹ JENKINS Rhys, « Latin America and China-a new dependency ? », *op. cit.*, p. 1338.

¹⁶² Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015, op. cit.*, p. 7.

2009, le commerce international a ralenti,¹⁶³ ce qui a provoqué une diminution de l'activité chinoise et latino-américaine.¹⁶⁴ Malgré un programme de relance chinois et le Plan Brésil Plus Grand de Dilma Roussef, la crise économique aura eu des répercussions négatives sur l'économie brésilienne, et latino-américaine, puisque depuis 2013 la valeur des exportations de l'Amérique latine est en déclin.¹⁶⁵

De plus, l'arrivée de la Chine sur le marché mondial fut certes une opportunité pour le Brésil mais aussi une menace. L'opportunité fut pour le secteur des matières premières, qui a vu ses exportations augmenter, tandis que les menaces touchèrent le secteur industriel brésilien.¹⁶⁶ En effet, le risque pour le Brésil de cette spécialisation dans les matières premières est une importante fragilisation de son tissu industriel.¹⁶⁷ La spécialisation dans les ressources naturelles provoque des difficultés au Brésil et à l'ensemble de la région pour sortir de perspectives économiques assez sombres depuis 2009. D'autant plus que la région latino-américaine connaît un retard dans le développement de ses infrastructures.¹⁶⁸ Selon plusieurs acteurs économiques et académiques, les autorités brésiennes ne possèdent pas de stratégie claire envers la Chine et subissent par conséquent les volontés de Pékin. C'est pour y remédier que l'*agenda China* avait été lancé en 2008.¹⁶⁹

D'autant plus que depuis 2012, le modèle économique chinois montre des signes de fatigue et cela se ressent dans les pays exportateurs de la Chine, dont le Brésil.¹⁷⁰ Alors qu'auparavant, les objectifs économiques de la Chine étaient focalisés sur les investissements et les exportations, la Chine est en train de changer son modèle économique. Elle l'oriente plutôt vers une croissance plus durable, basée sur la consommation interne et les services. Ce nouveau modèle économique est renforcé par le plan quinquennal de 2016-2020. Le gouvernement chinois prévoit une croissance plus lente qu'auparavant (en moyenne 5,9% par an). Par conséquent, les flux commerciaux du Brésil envers la Chine sont affectés par le fait que les autorités chinoises ont décidé de réduire leurs

¹⁶³ PEROTTI Daniel E., « The People's Republic of China and Latin America : the impact of Chinese economic growth on Latin American exports », *op. cit.*, p. 50.

¹⁶⁴ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015, op. cit.*, p.7

¹⁶⁵ *Loc. cit.*

¹⁶⁶ FILHO Jair do Amaral et DE MELO Maria Cristina Pereira, « Brésil et Chine : le contraste entre deux agendas de développement », *op. cit.*, p. 161.

¹⁶⁷ BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », *op. cit.*, p. 71.

¹⁶⁸ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015, op. cit.*, p. 7.

¹⁶⁹ BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », *op. cit.*, p. 71.

¹⁷⁰ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015, op. cit.*, p. 12.

exportations et de privilégier les biens produits sur le territoire. En 2015, ce changement de stratégie en Chine a affecté les performances économiques du Brésil, et de l'Amérique latine dans son ensemble.¹⁷¹ On constate donc que l'effet Chine sur le Brésil est négatif, car le Brésil est tributaire de la croissance et du modèle de développement chinois.

Ensuite, en 2014 et 2015, le commerce a de nouveau fortement ralenti et a atteint son plus bas niveau. Cela s'explique par la baisse des prix et de la demande des produits d'exportation.¹⁷² Selon une étude réalisée par la CEPAL, la croissance de la Chine aurait un *impact direct* sur les exportations de l'Amérique latine, dont le Brésil, vers la Chine. Les conclusions des recherches exposent que si la croissance de la Chine s'élève à 7% du PIB par an, alors les exportations augmenteront de 10% chaque année. Par contre, si la croissance de la Chine ne s'élève plus qu'à 4,5% du PIB par an, alors les exportations augmenteront de 7% chaque année.¹⁷³ Ces éléments renforcent l'idée selon laquelle l'impact de la Chine au Brésil n'est pas à négliger, et que le changement de modèle de développement chinois aura très certainement un impact, négatif, sur l'avenir de l'économie brésilienne.

3.4. Conclusion intermédiaire

Cette section a permis d'étudier la dimension économique de la relation sino-brésilienne, et apporte une réponse à l'hypothèse posée en début de travail. En effet, en analysant la relation économique sino-brésilienne, on constate que cette relation est asymétrique, c'est-à-dire de type nord-sud, que ce soit au niveau du volume des échanges ou au niveau de la nature des produits. La Chine, par son commerce avec le Brésil, le maintient dans un développement problématique. En effet, en achetant principalement des matières premières, la Chine entraîne une reprimarisation du Brésil et se positionne en tant que pays « du nord » qui achète des matières premières dans les pays du sud. Cela est dangereux pour l'avenir du Brésil, d'autant plus qu'il ne profite pas d'un cercle vertueux créé par la croissance chinoise. De plus, la reconnaissance du statut d'économie de marché à la Chine en 2004 a un impact sur l'économie brésilienne. La contrepartie étant intéressante pour le Brésil, ce dernier a accepté cette reconnaissance, ce qui permet à Pékin d'obtenir des meilleures conditions commerciales pour ses produits.

¹⁷¹ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015*, *op. cit.*, pp. 12-13.

¹⁷² *Ibid.*, p. 62.

¹⁷³ PEROTTI Daniel E., « The People's Republic of China and Latin America : the impact of Chinese economic growth on Latin American exports », *op. cit.*, p. 47.

On a également constaté que l'économie du Brésil est tributaire de ses ressources naturelles, et par conséquent de leurs exportations. Alors que la Chine décide de diminuer les apports venant de l'extérieur en ressources naturelles et se tourne vers un modèle de développement recentré sur son propre pays, le Brésil doit se contenter de subir les effets entraînés par les décisions de Pékin. En se positionnant en tant que fournisseur de ressources naturelles, le Brésil prend bien le rôle d'un pays dit « du sud », et devient par conséquent dépendant d'un pays qui prend le rôle « du nord », la Chine.

Cependant, la Chine doit, elle aussi, composer avec de nombreux problèmes au niveau interne, dont le vieillissement de sa population, les déséquilibres sociaux et les considérables obstacles environnementaux.¹⁷⁴ Les autorités de Pékin ont toujours besoin de pays tel que le Brésil au sein de leurs stratégies en terme de politique étrangère. Il n'y a pas que les intérêts économiques qui guident les choix pris par les décideurs chinois. Il faut composer entre les besoins économiques nécessaires à son imposante population et les obligations politiques, qui orientent considérablement les actions extérieures chinoises. Par conséquent, la Chine continue son commerce avec le Brésil, même si son modèle de développement se modifie petit à petit. En effet, la présence chinoise au Brésil, et plus largement dans les pays du Mercosur et en Amérique latine, est inévitablement liée au retrait des États-Unis de la région et à la volonté de puissance de la Chine, même si cette dernière n'est pas encore clairement avouée.

En analysant la relation commerciale concernant ces deux pays émergents, on constate qu'une relation de pouvoir s'installe. Le Brésil est tributaire de la croissance chinoise et des orientations données par les décideurs. Cependant, la relation bilatérale sino-brésilienne ne peut pas se contenter d'une réponse économique. Le seul prisme de l'expansionnisme commercial chinois serait réducteur. Pour cette raison, analysons un peu plus en profondeur le partenariat stratégique conclu entre les deux pays et voyons qui en tire le plus de profit. Cette analyse permet également d'exposer des différences entre le discours et le terrain, ce qui apporte de nouveaux éléments de réponse à l'hypothèse posée.

¹⁷⁴ JAFFRELOT Christophe, « Le phénomène 'pays émergents' », *op. cit.*, p. 3.

Section 4 : Le partenariat stratégique sino-brésilien : cui bono¹⁷⁵ ?

L'objectif de cette section est d'analyser ce qui se dissimule sous le terme de partenariat stratégique. Dans la section précédente, nous avons vu que le Brésil et la Chine sont des partenaires commerciaux, mais ne sont-ils pas également d'importants partenaires politiques ?

4.1. Le discours chinois au sein du partenariat : une distorsion de la réalité vécue par le Brésil

Comme vu dans la première section, le concept d'hégémonie cherche à comprendre l'exercice du pouvoir. Par conséquent, il permet de mesurer deux éléments. Tout d'abord, une asymétrie entre des acteurs au sein du système international, ce qui a été constaté lors de la section précédente, mais aussi la vision du monde que défend l'acteur central, ce qui est développé ci-dessous.

Comme le soutient Gregory Vanel, titulaire d'un doctorat d'économie internationale de l'Université de Grenoble et d'un Ph.D. de science politique de l'Université du Québec à Montréal, les réflexions en terme de pouvoir se situent bien au cœur même du concept d'hégémonie. Par conséquent, analyser le discours que tient la Chine à l'encontre du Brésil dans le cadre du partenariat stratégique global permet de « faire une économie politique de la mise en récit d'entités réifiées par la langue politique ». ¹⁷⁶

Dans un premier temps, l'utilisation du concept de « coopération *win-win* » est analysée. Ensuite, c'est le concept de « relation sud-sud » qui est à son tour examiné. La coopération sud-sud peut se définir par une série de pratiques visant à promouvoir le développement grâce à un long processus de transformation sociale, incluant le bénéfice mutuel et la solidarité. ¹⁷⁷ Enfin, des éléments du discours chinois sur la place des États-Unis dans le monde et sur le nouvel ordre mondial seront explorés.

¹⁷⁵ Cette expression latine signifie « à qui profite-t-il ? », et, dans ce contexte, est empruntée à Susan Strange.

¹⁷⁶ DUFOUR Frédéric Guillaume, « Aperçu des contributions des néogramsciens et des théories critiques au tournant réflexif des théories de la sécurité », *op. cit.*, p. 11.

¹⁷⁷ GRAY Kevin et GILLS Barry K., « South-south cooperation and the rise of the lobal South », *Third world quarterly*, vol. 37, n° 4, 2016, p. 557.

4.1.1. Une coopération « win-win »

*The win-win rhetoric of China is perceived by some to distort the reality of a relationship that is asymmetrical and particularly benefits Chinese economic and political interests.*¹⁷⁸

Au fur et à mesure des années, le concept de « coopération win-win », ou « gagnant-gagnant », est devenu central dans les discours tenus par la classe dirigeante chinoise. Il est d'ailleurs devenu un élément de politique étrangère de la Chine, puisque Pékin défend ce type de coopération au travers de tous ses partenariats bilatéraux. Qu'entendent les dirigeants chinois par une coopération gagnant-gagnant ? « *To put it simply, such a new type of international relations is aimed at replacing confrontation with cooperation, and exclusiveness with win-win cooperation. What it rejects is the practice of zero-sum game and the winner-takes-all approach.* »¹⁷⁹

Comme le soulignait en 2015 le ministre des Affaires étrangères Wang Yi : « *Some people have in recent years raised the argument of hegemonic stability, calling for the creation of an omnipotent superpower to command world affairs. Some have come up with the notion of global governance [...]. Still some have emphasized the idea of "universal values", [...], believed to be "superior" to others, be used to govern our world. What China proposes as a solution is to build a new type of international relations of win-win cooperation. This major concept, proposed by President Xi Jinping [...]* ». ¹⁸⁰

Selon le ministre, la vision chinoise d'un nouvel ordre mondial serait donc fondée sur une série de partenariats où chaque partie serait gagnante de la coopération. Le Brésil constitue un important partenaire dont bénéficie la Chine en Amérique latine, et leur coopération devrait servir de modèle de partenariat gagnant. Cependant, comme il a été démontré lors de la section précédente, ce partenariat est asymétrique à plusieurs niveaux. Par conséquent, le concept de coopération win-win est un outil de politique étrangère des autorités chinoises en vue de promouvoir des relations bilatérales où la Chine sort grande gagnante.

De plus, un des objectifs avoués de la Chine est qu'elle souhaite que le Brésil acquière une meilleure compréhension de ses objectifs et de ses intentions stratégiques. Il s'agit là pour les

¹⁷⁸ CHRISTENSEN Steen Fryba, « Brazil-China bilateral relations: Between strategic partnership and competition from the Brazilian perspective », *op. cit.*, p. 12.

¹⁷⁹ Discours du ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi, le 25 mars 2015, consultable à l'adresse : http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1248487.shtml

¹⁸⁰ *Loc. cit.*

dirigeants chinois de faire accepter, petit à petit, leur vision des affaires et du monde comme étant la bonne voie à emprunter. « ...to talk about a new type of international relations oriented toward win-win cooperation. [...] So what I will do today is to talk about the political and diplomatic aspect of things, which I hope will help you better understand China's foreign policy and its strategic intention ». ¹⁸¹ Dans une vision néogramscienne, nous sommes face à une stratégie de construction de la puissance chinoise. En effet, la classe dirigeante chinoise formule ses intérêts de telle sorte à ce qu'ils soient perçus comme relevant d'un intérêt général, ou plus précisément dans ce cas-ci, qu'ils permettent au Brésil de se développer économiquement et politiquement à un niveau plus élevé.

4.1.2. Une relation sud-sud

Les dirigeants chinois, qui se considèrent comme les représentants des pays « du sud », soutiennent l'évolution des autres pays en développement. Ils déclarent : « *While doing our best to achieve our own development, we also choose to help others in their development endeavor* ». ¹⁸² Par conséquent, la Chine, dans ses discours, soutient le modèle de relation sud-sud. Ce modèle de relation est défendu par les autorités chinoises dans tous les domaines de coopération. Ils en ont fait, comme c'est le cas pour la coopération gagnant-gagnant, un important outil diplomatique.

De fructueuses coopérations existent au sein du partenariat stratégique sino-brésilien, comme c'est le cas dans le domaine des satellites auquel les dirigeants chinois ne manquent pas de faire référence dans leurs discours : « *Our successful cooperation in satellite and regional aircraft can be said as the model of South-South cooperation* ». ¹⁸³

Cependant, alors que le Président Hu Jintao déclare que : « *China-Brazil strategic partnership has become an example for South-South cooperation and has greater global influence and strategic significance. [...] Brazil-China cooperation has contributed to the development of South-South cooperation* » ¹⁸⁴, les éléments factuels de la relation sino-brésilienne ne démontrent pas cette coopération d'égal à égal à vocation exemplaire. En effet, la relation sino-brésilienne, avec

¹⁸¹ Discours du ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi, le 25 mars 2015, consultable à l'adresse : http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1248487.shtml

¹⁸² *Loc. cit.*

¹⁸³ Discours du Président chinois Hu Jintao au parlement brésilien, le 13 novembre 2014, consultable à l'adresse : http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/huvisit_665888/t170363.shtml

¹⁸⁴ Discussion entre le Président chinois Hu Jintao et la Présidente brésilienne Dilma Rousseff, le 13 avril 2011, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/zjzg_663340/lmzs_664952/gjlb_664956/3473_665008/3475_665012/t815098.shtml

ses importantes asymétries, illustre plutôt une relation nord-sud, où la Chine tient le rôle du nord, vendeur de produits manufacturés détenant une certaine valeur ajoutée, alors que le Brésil tient celui du sud, fournisseur de ressources naturelles.

Toutefois, là où leur relation ressemble plus aux relations qualifiées de sud-sud, c'est au niveau de leur présence dans les forums, les groupes et les organisations à vocation internationale, qu'ils soient formels ou informels. En effet, comme l'explique François Polet, sociologue, chargé d'étude au CETRI et doctorant à l'ULg, les pays du sud s'associent, se coordonnent et négocient afin de faire entendre leur voix au sein des enceintes internationales.¹⁸⁵

A partir des années 2000, la Chine et le Brésil ont commencé à participer plus activement au sein des mêmes groupes, rassemblant notamment les pays émergents. Ces groupes, forums, commissions,...permettent aux deux partenaires de se fréquenter régulièrement et de renforcer leurs liens de coopération. Ils constituent un cadre « officiel » de relation, afin de construire une coopération régulière entre les deux pays. Par exemple, il existe le groupe Basic, composé du Brésil, de la Chine, de l'Afrique du Sud et de l'Inde, créé en 2009 suite à la conférence de Copenhague sur les changements climatiques.¹⁸⁶ De plus, lancée depuis 2006, la Commission sino-brésilienne de haut niveau de concertation et de coopération (Cosban) est chargée de coordonner leur relation bilatérale. En février 2012 a eu lieu la seconde Cosban¹⁸⁷ et en 2014 la troisième. Il y a également le « Plan d'action conjointe englobant tous les domaines de la coopération bilatérale » qui a été publié.¹⁸⁸ Ces différents éléments permettent une coordination au sein de la relation bilatérale, mais aussi envers l'extérieur. En tant que représentant du monde en développement, la Chine et le Brésil entreprennent également de coordonner leurs revendications et leurs actions. En effet, ils essaient de faire entendre les voix des pays en développement et tentent de former un contrepoids par rapport aux puissances industrialisées, notamment représentées au sein du G8¹⁸⁹. Par exemple, avec le groupe des BRICS, la Chine essaie de coordonner la position des émergents, et espèrent faire entendre les revendications qu'ils développent au sein du G20,¹⁹⁰ mais aussi dans les

¹⁸⁵ POLET François, « Sud-Sud : un nouvel activisme diplomatique », *op. cit.*, p. 1.

¹⁸⁶ BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », *op. cit.*, p. 72.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 63.

¹⁸⁸ RAMOS Danielly Becard, « Pour une relation équilibrée Brésil-Chine », *op. cit.*, p. 303.

¹⁸⁹ Les membres du G8 sont la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, l'Allemagne, le Japon, l'Italie, le Canada. L'Union Européenne est associée au G8 depuis 1977.

¹⁹⁰ Les membres du G20 sont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie, l'Union Européenne.

organisations internationales.¹⁹¹ Par exemple, ils souhaitent la réforme du mode de fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies.

Enfin, en plus d'être une forme de coopération, toutes ces rencontres bilatérales fournissent un cadre institutionnel aux dirigeants chinois afin de développer leurs visions du nouvel ordre mondial. En rencontrant de manière régulière les chefs d'État des autres pays en développement, et plus particulièrement brésiliens, une certaine influence est exercée. La Chine tente de faire entendre sa vision du monde, et pour y arriver, elle cherche à obtenir le soutien de l'ensemble du monde en développement. Les rencontres au sein des différentes organisations sont alors une occasion pour les élites chinoises de coopter les élites brésiliennes.

4.2. Sommes nous face à la mise en place d'un nouvel ordre mondial ?

The rise of « the rest »

Alice H. Amsden

La Chine est consciente qu'elle prend petit à petit place dans une zone du monde où les États-Unis étaient très présents, notamment parce que le Brésil avait adopté une politique de *bandwagoning* envers la puissance américaine. Par conséquent, la Chine, dans tous ses discours concernant le Brésil, a régulièrement un mot adressé envers les États-Unis. La Chine se montre amicale et ne veut pas apparaître comme voulant remplacer l'influence que les États-Unis ont eu au Brésil et dans la région : « *There is another reason why China will not replace the US. It is that China is not the US. China is always China, and will not become another United States. Expansionism is not in the DNA of the Chinese people* ». ¹⁹²

La Chine défend également que l'objectif de sa politique étrangère n'est pas d'établir un système parallèle, c'est-à-dire un système qui ne tiendrait plus compte de l'importance des États-Unis au sein de l'ordre mondial et qui mettrait en place une hégémonie « à la chinoise ». Comme le soutient le ministre des Affaires étrangères Wang Yi : « [...] *we will firmly safeguard the international order and system established after the victory of the Second World War. We are not trying to create a parallel system* ». ¹⁹³ De plus, le Président Xi Jinping soutient que ce n'est pas une

¹⁹¹ TIBERGHIE N Yves, « La Chine face au grand jeu du G20 et de la gouvernance mondiale », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 18, n° 3, 2011, p. 107.

¹⁹² Discours du ministre des Affaires étrangères Wang Yi, « A changing China and its diplomacy », 26 février 2016, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1345211.shtml

¹⁹³ Discours du ministre des Affaires étrangères Wang Yi, « A changing China and its diplomacy », *op. cit.*

hégémonie mondiale qui est recherchée par la RPC : « *It is not in the genes of the Chinese nation to invade other countries or seek world hegemony. China does not subscribe to the outdated logic that a strong country is bound to seek hegemony* ». ¹⁹⁴

Pourtant, dans d'autres discours, la classe dirigeante chinoise évoque à plusieurs reprises la mise en place d'un nouvel ordre international au niveau économique et politique : « *We [...] are committed to pushing forward the establishment of a fair and reasonable international political and economic new order* ». ¹⁹⁵ L'objectif est donc bien de modifier cet ordre mis en place après la deuxième guerre mondiale.

Si la Chine ne veut ni prendre la place occupée par les États-Unis sur la scène mondiale, ni créer un système parallèle, de quel système les dirigeants chinois sont-ils en train de parler ? En poursuivant l'analyse des discours, la Chine soutiendrait la mise en place d'un ordre plus juste et prenant en considération les pays en développement : « *Developing countries unite together for self-improvement and common development, and their aspiration of pushing for establishment of a more just and reasonable international political and economic order is unprecedentedly strong* ». ¹⁹⁶ La volonté de la Chine est par conséquent la mise en place d'un ordre international où les pays seraient sur un même pied d'égalité. Pourtant, en analysant la relation sino-brésilienne, on remarque que l'égalité n'est pas réalisée et que d'importantes asymétries remettent en question les paroles des dirigeants chinois.

La vision chinoise du nouvel ordre mondial serait un monde multipolaire : « *China is committed to promoting democracy in international relations and the trend toward a multi-polar world* ». ¹⁹⁷ De plus, les dirigeants chinois défendent qu'en poursuivant et en renforçant la relation bilatérale sino-brésilienne, cela permettra de mener l'ordre mondial vers un ordre multipolaire.

On retrouve également l'évocation à un *leadership* central dans un discours du ministre des Affaires étrangères : « *China's new central leadership has put forward the Chinese dream of*

¹⁹⁴ Interview du Président chinois Xi Jinping, 15 juillet 2014, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjdt_665385/zyjh_665391/t1185623.shtml

¹⁹⁵ Discours du Président chinois Hu Jintao au parlement brésilien, *op. cit.*

¹⁹⁶ Discours du ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi, « *Seize New Opportunities, Embark on New Path and Write New Chapter* », 25 juillet 2014, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1178527.shtml

¹⁹⁷ Discours du ministre des Affaires étrangères chinois de Wang Yi « *China at a New Starting Point* », 28 septembre 2013, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1082330.shtml

realizing the great renewal of the Chinese nation ». ¹⁹⁸ De telles affirmations venant de hauts dirigeants chinois, accompagnées de performances économiques impressionnantes et d'une diplomatie tous azimuts, éveilleraient les suspicions d'ambitions hégémoniques de plus d'un.

De plus, comme le remarque le ministre Wang Yi : « *Moving on to China's diplomacy, I want to say that diplomacy is the extension of domestic affairs. Chinese diplomacy will serve this overriding domestic agenda.* » ¹⁹⁹ La Chine n'aurait-elle pas alors un agenda caché, pour lequel sa diplomatie travaillerait d'arrache-pied ?

4.3. Un éventuel agenda caché : pour quels intérêts ?

4.3.1. L'isolement de Taiwan

Hormis des ressources naturelles, la Chine vient chercher au Brésil, et plus largement en Amérique latine, des soutiens diplomatiques. La stratégie chinoise au Brésil est également de nature idéologico-politique. La plupart des pays d'Amérique latine, y compris les plus gros, ont reconnu la RPC dans les années 1970. ²⁰⁰ La Chine, qui réalise une montée en puissance sur la scène internationale, fait pression sur les États afin qu'ils abandonnent leur relation diplomatique avec Taipei. Cependant, Taiwan entretient toujours des relations diplomatiques officielles avec 26 États ²⁰¹, dont 12 se situent en Amérique latine et dans les Caraïbes. Afin d'obtenir la reconnaissance des États, les dirigeants de Pékin et de Taipei proposent de l'assistance, la construction d'infrastructures, ... ²⁰² Cette stratégie est qualifiée par la littérature de « *dollar diplomacy* ». Par exemple, Taiwan fournit de l'assistance technique et médicale lors de graves catastrophes naturelles. La Chine réplique alors, et cela lui a par exemple permis la reconnaissance officielle des Bahamas et de Sainte Lucie. Pour obtenir la reconnaissance de la Grenadine, la Chine comme Taiwan ont proposé la rénovation et l'extension du stade national avant la Coupe du monde de cricket en 2007. ²⁰³

¹⁹⁸ Discours du ministre des Affaires étrangères chinois de Wang Yi « China at a New Starting Point », *op. cit.*

¹⁹⁹ Discours du ministre des Affaires étrangères Wang Yi, « A changing China and its diplomacy », *op. cit.*

²⁰⁰ DOMINGUEZ Jorge I., « China's relations with Latin America: shared gains, asymmetric hopes », juin 2006, *Inter-america dialogue*, China - working paper, p. 15-16.

²⁰¹ Ces États sont : Saint-Siège, Burkina Faso, Tchad, Malawi, Sao Tome et Principe, Swaziland, Gambie, Palau, Tuvalu, îles Marshall, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Costa Rica, Guatemala, Paraguay, Saint-Vincent et Grenadines, Belize, Salvador, Haïti, Nicaragua, République Dominicaine, Honduras, Panama, St Kitts et Nevis, États-Unis.

²⁰² DOMINGUEZ Jorge I., « China's relations with Latin America: shared gains, asymmetric hopes », *op. cit.*, p. 16.

²⁰³ *Loc. cit.*

Aujourd'hui, le partenariat stratégique sino-brésilien est un important outil diplomatique dans les mains des autorités de Pékin, qui font face à de nombreux enjeux régionaux. L'un d'eux est la question du statut de l'île de Taiwan, qui défend sa souveraineté par rapport à la Chine continentale depuis 1949. Dans un contexte où la Chine affirme sa puissance économique, politique, et militaire, son objectif est d'obtenir la réunification, car l'île de Taiwan constitue la pierre angulaire du développement futur du pays. En 1979, Deng Xiaoping a qualifié la politique chinoise « d'une seule Chine » et « d'un État, deux systèmes ». La Chine accorde une importance toute particulière à la reconnaissance d'une Chine unique, et ne manque pas d'y faire référence dans ses discours envers les autorités brésiliennes : « *The Chinese side is thankful to Brazil for releasing a statement clearly announcing its adherence to the one-China policy and its support for China's reunification cause* ». ²⁰⁴ D'ailleurs, le Brésil comme la Chine y font à nouveau référence lors de leurs rencontres, comme en témoigne un extrait de communiqué : « *President Lula reiterated Brazil's commitment to the one China policy. Brazil recognizes the government of the People's Republic of China as the sole legal government representing the whole of China and Taiwan as part of China* ». ²⁰⁵

La situation géographique de Taiwan est remarquable et une réunification permettrait à Pékin de contrôler d'importantes routes maritimes. De plus, son développement économique permettrait à la Chine de soutenir sa croissance, rattraper son retard et acquérir de nouvelles technologies et capitaux. Selon certains, le désir des autorités du continent de réunifier le territoire ne s'arrêterait pas à la simple volonté de retrouver une cohésion territoriale, mais serait une preuve supplémentaire de la puissance du Parti qui recourt au sentiment nationaliste pour recueillir les soutiens. ²⁰⁶

Au niveau international, la Chine cherche à isoler l'île de Taiwan. Par conséquent, en compétition avec Taiwan, la présence de la Chine au Brésil est également de nature politique. D'ailleurs, cette stratégie est reconnue dans le monde académique puisque selon Sophie Wintgens, la Chine utilise sa diplomatie pour accroître sa présence en Amérique latine, ce qui doit être

²⁰⁴ Conversation entre le ministre des Affaires étrangères chinois Li Zhaoxing et son homologue brésilien Celso Amorim, 22 mars 2004, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/zjzg_663340/lmzs_664952/gjlb_664956/3473_665008/3475_665012/t80610.shtml

²⁰⁵ Communiqué : « Joint Communiqué Between the People's Republic of China and The Federative Republic of Brazil on Further Strengthening China-Brazil Strategic Partnership », 19 mai 2009, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/zjzg_663340/lmzs_664952/gjlb_664956/3473_665008/3474_665010/t566945.shtml

²⁰⁶ DE KERROS Seven, « Les relations sino-taiwanaises. Pourquoi Taiwan est-il si important pour la Chine? », notes de l'étude, février 2007, en ligne, consultable à l'adresse http://www.diploweb.com/forum/chine07024.htm#_ednref81

examiné dans la perspective d'une volonté de reconnaissance au niveau international.²⁰⁷ La question taiwanaise permet d'expliquer en grande partie le comportement de la Chine dans l'hémisphère ouest. Le soutien des pays de l'Amérique latine envers la Chine continentale par rapport à Taiwan est fondamental,²⁰⁸ ce qui explique pourquoi la Chine tente d'être un partenaire sans poser de problèmes. En effet, si la Chine venait à apparaître comme un ennemi potentiel, le revirement de situation, c'est-à-dire le soutien envers Taiwan, serait une catastrophe pour les dirigeants chinois et leur stratégie diplomatique.

4.4. Une élite chinoise « all-under-heaven »...

« ...because China's problems are the world's problems... »

Zhao

Comme le souligne Andreas Bieler et Adam David Morton²⁰⁹ en se basant sur les écrits de Cox, afin d'examiner la relation réciproque entre la production et le pouvoir, il faut observer comment les relations sociales de production mettent en avant certaines classes sociales, comment ces forces sociales deviennent les bases du pouvoir au sein de l'État et comment elles peuvent façonner le monde.²¹⁰ Les élites chinoises au sens néogramscien défendent l'établissement d'un ordre universel, grâce à la puissance économique chinoise mais aussi par la propagation de certaines images et idées.²¹¹ Les analyses de type néogramscienne soulignent le rôle des idées et de la culture dans la formation des préférences et des perceptions. Cox, dans son application des concepts de Gramsci, accorde de l'importance aux forces sociales transnationales. Ainsi, l'hégémonie n'est pas celle d'un État ou d'un groupe d'États, mais devient également celle d'une classe sociale.²¹²

Dans le domaine des idées, des intellectuels produisent des réflexions concernant la Chine, son rôle et son futur dans l'ordre global. C'est notamment le cas de Zhao Tingyang²¹³ en faisant

²⁰⁷ WINTGENS Sophie, « Miracle ou péril jaune ? La pénétration chinoise en Amérique latine », *Le 15e jour du mois*, n° 240, 2015, *op. cit.*

²⁰⁸ DOMINGUEZ Jorge I., « China's relations with Latin America: shared gains, asymmetric hopes », *op. cit.*, p. 18.

²⁰⁹ Andreas Bieler est professeur d'économie politique à l'Université de Nottingham, Adam David Morton est professeur d'économie politique à l'Université de Sydney.

²¹⁰ BIELER Andreas et MORTON David A., « Globalisation, the State and Class Struggle: a 'Critical Economy' Engagement with Open Marxism », *op. cit.*, p. 476.

²¹¹ ARGOUNES Fabrice, « Hégémonie(s) émergente(s) ? Hégémonie et théories "post-occidentales" au miroir gramscien », *op. cit.*, p. 112.

²¹² GILL Stephen et LAW David, *The global political economy. Perspectives, problems and policies.*, *op. cit.*, pp. 77-78.

²¹³ Professeur à l'Institut de philosophie de l'Académie chinoise de sciences sociales de Pékin. La publication de son livre intitulé *Tianxia Tixi* en 2005 a eu beaucoup de succès et d'influence parmi l'élite intellectuelle chinoise.

revivre le concept de « *tianxia* ». ²¹⁴ Sa démarche fait écho aux développements de l'école néogramscienne, car il développe une vision depuis les strates inférieures. Ces intellectuels, tel que Zhao, vont influencer les choix politiques du futur, et pour cette raison, il est essentiel d'en tenir compte dans cette analyse. En effet, le concept de *tianxia* permet de comprendre l'élite chinoise et la perception qu'elle développe de l'ordre mondial. Zhao estime que les théories de relations internationales venant de l'Occident se focalisent trop sur le rôle des États-nations. ²¹⁵ Selon lui, le concept de *tianxia* permet de remédier à ce problème en tenant compte d'éléments internes mais aussi externes. C'est d'ailleurs ce que fait l'élite chinoise afin d'assurer le développement de son pays.

Dans la perspective néogramscienne d'une hégémonie transnationale, l'État chinois, représenté par le Parti Communiste, doit être pris en compte, mais aussi une série d'autres institutions. En effet, la formation d'une hégémonie à caractère transnationale ne peut se contenter d'une analyse focalisée sur l'État. Dans la constitution du compromis hégémonique, la prise en compte d'autres acteurs est essentielle lorsqu'on adopte une perspective néogramscienne. Par exemple, la construction hégémonique de la Chine conduit à s'intéresser aux membres du PCC. Comme l'explique le ministre chinois des Affaires étrangères, le développement du pays repose également sur les 86 millions de membres dont disposent le PCC : « *To realize modernization requires a staunch political force with ideals, commitment and dedication. This force is none other than the Communist Party of China (CPC) with a membership of 86 million. If all Party members follow the requirements of the Party constitution and act as pace-setters in all walks of life, then no problem or difficulty can stop China on its march forward. More importantly, the 86 million CPC members need a strong leadership, namely the CPC Central Committee with Comrade Xi Jinping as the General Secretary.* » ²¹⁶ Dans une perspective néogramscienne, cette argumentation renvoie bien à la construction d'une hégémonie transnationale, portée par un capitalisme « à la chinoise », qui a besoin de bien plus qu'un État pour se développer. En effet, si tous les membres soutenant le PCC respectent les lignes de conduites dictées par les dirigeants, le modèle chinois aura de plus en plus de force et sera porté par de plus en plus de voix.

²¹⁴ ARGOUNES Fabrice, « Hégémonie(s) émergente(s) ? Hégémonie et théories “post-occidentales” au miroir gramscien », *op. cit.*, p. 114.

²¹⁵ ZHAO Tingyang, « Rethinking empire from a chinese concept ‘All-under-Heaven’ », *Social Identities*, vol. 12, n° 1, janvier 2006, p. 31.

²¹⁶ Discours du ministre des Affaires étrangères Wang Yi, « A changing China and its diplomacy », *op. cit.*

Le système *tianxia*, encore théorique mais tout de même intégré parmi la classe d'intellectuels chinois,²¹⁷ serait un système soutenu par les élites chinoises et favorisant les classes dominantes du pays. Il permettrait de construire un consensus mondial, caractérisé par l'harmonie et la coopération sans l'hégémonie, afin d'assurer le développement d'un capitalisme « à la chinoise ». ²¹⁸ Le concept de *tianxia* fait référence à un système politique pour le monde, avec des institutions globales promouvant un ordre universel²¹⁹ où rien ni personne ne serait exclu.²²⁰ Un gouvernement mondial est nécessaire dans le système *tianxia*.²²¹ L'objectif de Zhao avec ce concept était de fournir à la Chine un rôle plus constructif dans les affaires mondiales. Pour se faire, il est nécessaire selon Zhao de « repenser la Chine » et de développer des théories chinoises sur les politiques mondiales. Il faut penser des concepts chinois sur le futur et sur le rôle de la Chine et ses responsabilités mondiales.²²² Par conséquent, les idées de Zhao développées au travers du concept de *tianxia* ont de l'influence sur l'élite dirigeante chinoise et sur les orientations futures que cette élite donne au pays.

Comme le relève une partie de la littérature²²³, le projet imaginé par Zhao est critiquable à plusieurs points de vue. Cependant, il nous permet de comprendre que des intellectuels tentent de penser la place de la Chine dans l'ordre mondial et essaient d'en imaginer le futur. Les idées développées par ces personnes, qui font écho à l'intellectuel gramscien, ont un impact sur l'élite dirigeante chinoise.

De plus, l'élite chinoise participe à la création d'une nouvelle élite à vocation transnationale, grâce notamment à l'importance accordée au mandarin et à la prise en considération de plus en plus importante des publications des universitaires chinois.²²⁴ Comme le soutient William Callahan, professeur de relations internationales, la volonté de la Chine n'est pas d'obtenir un ordre mondial post-hégémonique, mais bien de présenter une nouvelle hégémonie qui reproduirait l'empire hiérarchique chinois pour le 21^e siècle.²²⁵ Grâce au concept de *tianxia*, il devient compréhensible

²¹⁷ CALLAHAN William A., « Chinese visions of world order: post-hegemonic or a new hegemony », *International studies review*, n° 10, 2008, p. 757.

²¹⁸ ARGOUNES Fabrice, « Hégémonie(s) émergente(s) ? Hégémonie et théories “post-occidentales” au miroir gramscien », *op. cit.*, p. 113.

²¹⁹ ZHAO Tingyang, « Rethinking empire from a chinese concept ‘All-under-Heaven’ », *op. cit.*, p. 30.

²²⁰ *Ibid.*, p. 35.

²²¹ *Ibid.*, p. 30.

²²² *Ibid.*, p. 31.

²²³ FENG Zhang, « The Tianxia System: world order in a Chinese utopia », *China heritage quarterly*, n° 21, mars 2010, en ligne, consultable à l'adresse <http://www.chinaheritagequarterly.org>

²²⁴ ARGOUNES Fabrice, « Hégémonie(s) émergente(s) ? Hégémonie et théories “post-occidentales” au miroir gramscien », *op. cit.*, p. 109.

²²⁵ CALLAHAN William A., « Chinese visions of world order: post-hegemonic or a new hegemony », *op. cit.*, p. 750.

que cette nouvelle hégémonie peut être portée par l'élite chinoise, qui a vocation à créer un ordre universel par une montée en puissance pacifique. L'élite chinoise dépasse bien le cadre national, et tente de s'exporter à un niveau transnational.

Conclusion

La configuration de l'ordre mondial est en perpétuelle mutation et la Chine est un des acteurs-clé dont il faudra dorénavant tenir compte. Alors qu'en tant que puissance émergente, elle tente d'influencer le cours des relations internationales, d'autres puissances, elles aussi en phase ascendante, ont des ambitions semblables.

Ainsi, c'est un Brésil en quête d'autonomie vis-à-vis des États-Unis et de *leadership* dans la région latino-américaine qui a ouvert la porte de son économie à une Chine en pleine construction de sa puissance. Leur relation se scella par un partenariat stratégique global et par des promesses d'un développement mutuel basé sur la confiance, l'égalité et le bénéfice réciproque, ces éléments désignant une relation de type sud-sud. Pourtant, en ayant analysé le partenariat sino-brésilien tout au long de ce travail, ce n'est pas une relation sud-sud qui qualifie leur coopération bilatérale. En effet, la stratégie chinoise au Brésil s'est révélée bipolaire, car elle comporte deux facettes : l'une visible, l'autre cachée.

La face visible de la stratégie chinoise, c'est son expansion commerciale. Pour ses importants besoins en terme de développement interne, la Chine nécessite beaucoup de ressources. Ces dernières, elle les puise sur son territoire, mais aussi en grande partie sur le territoire d'autres pays, riches en ressources naturelles et en matières premières. Le Brésil, dont le surnom de grenier mondial va à ravir, alimente cette Chine qui ne cesse de se développer. Cela a des conséquences sur l'économie brésilienne. Alors que le Brésil vend à la Chine ses matières premières, son marché est inondé de produits « made in China ». La relation commerciale est déséquilibrée, c'est-à-dire de type nord-sud, et le Brésil ne parvient pas encore à l'équilibrer. Par conséquent, le côté négatif de l'impact de la Chine sur le Brésil l'emporte, car malgré une hausse de ses exportations en ressources naturelles, le Brésil est dorénavant tributaire de la croissance chinoise et de sa récession.

Pourtant, c'est une relation d'égal à égal que la Chine défend. Les dirigeants chinois semblent être les porte-paroles d'un monde en développement qu'ils promettent d'aider. Pour se faire, ils réalisent des partenariats dans les quatre coins du globe. Cependant, ne constituent-ils pas d'importants outils diplomatiques ? Derrière cette interrogation, à laquelle la réponse est oui, se

dissimule la face cachée de la stratégie chinoise. En se référant aux recherches réalisées dans ce travail, la création de partenariats offre également à la Chine une présence politique en dehors de ses frontières nationales. Son développement en tant que grande puissance étant également conditionné par des enjeux politiques, tel que l'isolement de Taiwan sur la scène internationale, la Chine a besoin de soutiens diplomatiques. Pour se faire, les dirigeants chinois effectuent une série de visites diplomatiques au Brésil et emploient un discours amical et peu nuancé. Les références à la « coopération *win-win* » et aux « relations sud-sud » y sont à chaque fois présentes, car la Chine souhaite être perçue comme un partenaire sans danger. De plus, au Brésil, elle ne veut pas paraître comme une concurrente directe à la puissance voisine, les États-Unis.

Cependant, en ayant analysé de plus près les discours prononcés par la classe dirigeante chinoise, c'est une stratégie de construction de la puissance qui a été remarquée. En effet, en parlant d'amitié, de coopération et de destin commun, les dirigeants chinois essaient de séduire les dirigeants brésiliens et de faire accepter leur vision du monde comme étant la bonne. De plus, l'élite chinoise tente également d'obtenir une certaine influence lors des rencontres entre les pays en développement au sein des forums, des groupes et des organisations régionales ou internationales, formelles ou informelles. En essayant de coopter les élites brésiliennes, mais aussi celles de l'ensemble du monde en développement, la Chine cherche à se construire une position hégémonique et à obtenir le consensus autour d'elle. Pour y arriver, la marche est encore longue et les partenariats stratégiques sont un des outils économiques et politiques utilisés par Pékin dans sa stratégie de construction hégémonique.

Dès lors que la stratégie internationale de la Chine a été appréhendée grâce à l'analyse d'un partenariat stratégique, il serait alors intéressant d'examiner plus en profondeur la situation interne que connaît l'État et la population chinoise. Des éléments tels que la corruption des cadres, un développement différent selon les régions mais aussi une population vieillissante, ne sont qu'une infime partie des défis que les dirigeants chinois doivent toujours relever, sinon, n'est-ce pas un « colosse aux pieds d'argile » qui est en train de se construire ?

Bibliographie

Ouvrages

BATTISTELLA Dario et al., *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 3^e édition, 2012, 572p.

BRUN Elodie et LOUAULT Frédéric, « Brésil-Chine : une relation qui s'enracine », dans COUFFIGNAL Georges (dir.), *Amérique latine 2013*, Paris, La Documentation Française, 2013, 14p.

COX Robert W., *Production, Power and World order*, New York, Columbia University Press, 1987, 500p.

COX Robert W., « Gramsci, hegemony, and international relations : an essay in method » dans COX Robert W. et SINCLAIR Timothy (dir.), *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 124-143.

Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2015*, Santiago, Chile, United Nations publication, 2015, 94p.

Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Latin America and the Caribbean and China : towards a new era in economic cooperation*, Santiago, Chile, United Nations publication, mai 2015, 81p.

GILL Stephen et LAW David, *The global political economy. Perspectives, problems and policies.*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1988, 394p.

GILPIN Robert, *Global Political Economy. Understanding the International Economic Order*, Princeton, Princeton University Press, 2001, 440p.

GRAZ Jean-Christophe, « Les nouvelles approches de l'économie politique internationale », dans *Annuaire français de relations internationales – volume 1*, Paris, Université Panthéon-Assas. Centre Thucydide, 2000, 13p.

KEBABDJIAN Gérard, « Introduction : De l'économie internationale à l'économie politique internationale », dans BERTHAUD Pierre et KEBABDJIAN Gérard (dir.), *La question politique en économie internationale*, Paris, La Découverte, 2006, pp.1-12.

LAMPREIA Luiz Felipe, *Diplomacia brasileira : Palavras, Contextos e Razões*, Rio de Janeiro, Lanceda Editora, 1999, 420p.

MEYER Michel, *La nouvelle diplomatie commerciale brésilienne. Lula : danse avec le Sud*, Paris, L'Harmattan, 2005, 164p.

PAQUIN Stéphane, *La nouvelle économie politique internationale*, Paris, Armand Collin, 2008, 288p.

PAQUIN Stéphane, *Economie politique internationale*, Paris, Montchrestien Lextenso éditions, 2009, 158p.

PIOTTE Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Editions Parti-Pris, 1970, 302p.

RADICE Hugo, « Gramsci and neo-gramscianism: to what purpose ? », dans AYERS Alison J. (éd.), *Gramsci, Political Economy, and International Relations Theory*, New York, Palgrave Macmillan US, 2008, pp. 53-73.

ROLLAND Denis et LESSA Antônio C. (coord.), *Relations internationales du Brésil. Les chemins de la puissance*, Paris, L'Harmattan, 2013, 319p.

SANTANDER Sebastian (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, Paris, Ellipses, 2009, 250p.

WALTZ Kenneth, *Theory of international politics*, Long Grove, Waveland Press, 1979, 251p.

Articles scientifiques

ABBAS Mehdi, « L'économie politique internationale entre théories et histoire », *Recherches Internationales*, n° 88, octobre-décembre 2010, pp. 47-72.

ARES Mathieu et al., « la Chine et l'Amérique latine : le grand chambardement ? », *Revue Tiers Monde*, vol. 4, n° 208, 2011, pp. 65-82.

ARGOUNES Fabrice, « Hégémonie(s) émergente(s) ? Hégémonie et théories "post-occidentales" au miroir gramscien », *Revue québécoise de droit international*, hors-série, septembre 2014, pp. 99-116.

BERTHAUD Pierre, « L'économie politique internationale au défi de l'émergence », *Mondes en développement*, vol. 1, n° 169, 2015, p. 93-106.

BIELER Andreas et MORTON David A., « Globalisation, the State and Class Struggle: a 'Critical Economy' Engagement with Open Marxism », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 5, n° 4, 2003, pp.467-499.

BLÁZQUEZ Jorge et SANTISO Javier, « La chine : ange ou démon pour l'Amérique latine ? », *monde Chinois*, n° 4, printemps 2005, pp. 23-33.

CALLAHAN William A., « Chinese visions of world order: post-hegemonic or a new hegemony », *International studies review*, n° 10, 2008, pp. 749-761.

CHEN Taotao et LUDENA Miguel Pérez, «Chinese foreign direct investment in Latin America and the Caribbean, *ECLAC – Production Development Series*, n° 195, 30p.

COX Robert W., « Social forces, States and World order : beyond international relations theory », *Millennium - Journal of International Studies*, vol. 10, n° 2, 1981, pp.126-155.

COX Robert W., « 'The International' in Evolution », *Millennium - Journal of International Studies*, vol. 35, n° 3, 2007, pp. 513-527.

DOS SANTOS Edmilson Moutinho, « Brésil, l'éveil d'un nouveau géant pétrolier dans l'atlantique sud », *CERI Sciences Po*, 2010, 11p.

DUFOUR Frédérick Guillaume, « Aperçu des contributions des néogramsciens et des théories critiques au tournant réflexif des théories de la sécurité », *Cultures et conflits*, vol. 54, été 2004, 17p.

ELSON Anthony, « Un dragon parmi les iguanes », *Finances & Développement*, décembre 2014, pp. 44-46.

FENG Zhang, « The Tianxia System: world order in a Chinese utopia », *China heritage quarterly*, n° 21, mars 2010, en ligne, consultable à l'adresse <http://www.chinaheritagequarterly.org>

FILHO Jair do Amaral et DE MELO Maria Cristina Pereira, « Brésil et Chine : le contraste entre deux agendas de développement », *Revue Tiers Monde*, vol. 2, n° 218, 2014, pp. 151-168.

GILL Stephen et LAW David, « Global hegemony and the structural power of capital », *International studies quarterly*, vol. 33, n° 4, 1989, pp. 475-499.

GRAY Kevin et GILLS Barry K., « South-south cooperation and the rise of the lobal South », *Third world quarterly*, vol. 37, n° 4, 2016, pp. 557-574.

GRAZ Jean-Christophe, « Les hybrides de la mondialisation. Acteurs, objets et espaces de l'économie politique internationale », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 5, 2006, p. 765-787.

HAIBIN Niu, « Emerging Global partnership: brazil and china », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 53, 2010, pp. 183-192.

HARRIS Jerry et ROBINSON William I., « Toward a global ruling class? Globalization and the transnational capitalist class », *Science & Society*, vol. 64, n° 1, 2000, pp. 11-54.

JAFFRELOT Christophe, « Le phénomène 'pays émergents' », *Constructif*, n° 21, novembre 2008, 3p.

JENKINS Rhys, « Latin America and China-a new dependency ? », *Third World Quarterly*, vol. 33, n° 7, 2012, pp. 1337-1358.

LAFARGUE François, « Des économies émergentes aux puissances émergentes », *Questions internationales*, n° 51, septembre-octobre 2011, pp. 101-108.

LAFARGUE François, « La Chine en Amérique latine. Stratégies, objectifs et limites d'une présence », *Perspectives chinoises*, n° 97, septembre-décembre 2006, 10p.

LESSA Antônio Carlos, « Brazil's strategic partnerships: an assessment of the lula era (2003-2010) », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 53, 2010, pp. 115-131.

PEROTTI Daniel E., « The People's Republic of China and Latin America : the impact of Chinese economic growth on Latin American exports », *CEPAL review*, n° 116, août 2015, pp. 47-59.

PETERS Enrique Dussel, « China's evolving role in Latin America : can it be a win-win ? », *Atlantic Council Adrienne Arsht Latin America Center*, septembre 2015, 19p.

POLET François, « Sud-Sud : un nouvel activisme diplomatique », *Démocratie*, n°1, 2008, 3p.

RAMOS Danielly Becard, « Pour une relation équilibrée Brésil-Chine », *Outre-Terre*, vol. 1, n° 42, 2015, pp. 299-309.

RAMOS Danielly Becard et DE MACEDO Bruno Vieira, « Chinese multinational corporations in Brazil: strategies and implications in energy and telecom sectors », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 57, n° 1, 2014, pp. 143-161.

TIBERGHIEN Yves, « La Chine face au grand jeu du G20 et de la gouvernance mondiale », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 18, n° 3, 2011, pp. 95-121.

VANEL Gregory, « Le concept d'hégémonie en économie politique internationale », *Cahier de Recherche*, n° 03-02, 2003, 38p.

VENTURA Christophe, « Au cœur des déséquilibres du nouveau commerce sud-sud », *Chine-amérique latine CETRI*, 2012, en ligne, consultable à l'adresse <http://www.cetri.be/Au-coeur-des-desequilibres-du>

WINTGENS Sophie, « Miracle ou péril jaune ? La pénétration chinoise en Amérique latine », *Le 15e jour du mois*, n° 240, 2015, 2p.

WINTGENS Sophie, « La stratégie chinoise en Amérique latine : entre coopération et hégémonie. Le cas du Brésil. », *Revue de la faculté de droit de l'Université de Liège*, n° 2, 2014, pp. 301-336.

ZHAO Tingyang, « Rethinking empire from a chinese concept 'All-under-Heaven' », *Social Identities*, vol. 12, n° 1, janvier 2006, pp. 29-41.

Documents de travail

DE KERROS Seven, « Les relations sino-taiwanaises. Pourquoi Taiwan est-il si important pour la Chine ? », notes de l'étude, février 2007,

http://www.diploweb.com/forum/chine07024.htm#_ednref81

ZHONGPING Feng et JING Huang, « China's strategic partnership diplomacy : engaging with a changing world », *Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior*, working paper n° 8, juin 2014, 20p.

CHRISTENSEN Steen Fryba, « Brazil-China bilateral relations: Between strategic partnership and competition from the Brazilian perspective », working paper, 12p.,

<http://web.isanet.org/Web/Conferences/FLACSOISA%20BuenosAires%202014/Archive/9ca90f04-e22a-4809-8deb-fb51f1e70546.pdf>

DOMINGUEZ Jorge I., « China's relations with Latin America: shared gains, asymmetric hopes », juin 2006, *Inter-america dialogue*, China - working paper, 59p.

Sites officiels

« Brazil Recognizes China's Market Economy Status in the Memo », 13 novembre 2014, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/huvisit_665888/t170382.shtml

Conversation entre le ministre des Affaires étrangères chinois Li Zhaoxing et son homologue brésilien Celso Amorim, 22 mars 2004,

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/zzjg_663340/lmzs_664952/gjlb_664956/3473_665008/3475_665012/t80610.shtml

Discours du ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi, « Seize New Opportunities, Embark on New Path and Write New Chapter », 25 juillet 2014,

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1178527.shtml

Discours du ministre des Affaires étrangères chinois de Wang Yi « China at a New Starting Point », 28 septembre 2013,

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1082330.shtml

Discours du ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi, 25 mars 2015,

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1248487.shtml

Discours du Président chinois Hu Jintao au parlement brésilien, 13 novembre 2014,

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/huvisit_665888/t170363.shtml

Discussion entre le Président chinois Hu Jintao et la Présidente brésilienne Dilma Rousseff, 13 avril 2011,

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/zzjg_663340/lmzs_664952/gjlb_664956/3473_665008/3475_665012/t815098.shtml

Discours du ministre des Affaires étrangères Wang Yi, « A changing China and its diplomacy », 26 février 2016,

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1345211.shtml

Interview du Président chinois XI Jiping, 15 juillet 2014,

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjdt_665385/zyjh_665391/t1185623.shtml

Joint Communiqué Between the People's Republic of China and The Federative Republic of Brazil on Further Strengthening China-Brazil Strategic Partnership, 19 mai 2009,

http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/zzjg_663340/lmzs_664952/gjlb_664956/3473_665008/3474_665010/t566945.shtml

Ministère des affaires étrangères - Brésil, « People's Republic of China », en ligne, consultable à l'adresse <http://www.itamaraty.gov.br>

Portail affaires étrangères de la Chine, section Brésil, <http://www.fmprc.gov.cn>

Articles sur des sites Internet

MILANI Carlos, « Brésil : politique étrangère, puissance et quête d'autonomie », *CERISCOPE Puissance*, 2013, disponible à l'adresse <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/bresil-politique-etrangere-puissance-et-quete-d-autonomie>

DEMBIK Christopher, « Brésil : l'encombrant ami chinois », 2 juillet 2014, disponible à l'adresse <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20140701trib000837895/a-publier-mercredi-7h00-bresil-l-encombrant-ami-chinois.html>

FRANCHINI Hélio, « La politique étrangère brésilienne : les défis du développement », 1 juin 2014, disponible à l'adresse <http://www.diploweb.com/La-politique-etrangere-bresilienne.html>

http://www.dial-infos.org/09_breves/pays/br04.html

<http://www.autresbresils.net/Bresil-et-Chine-avancees-et-contradictions>